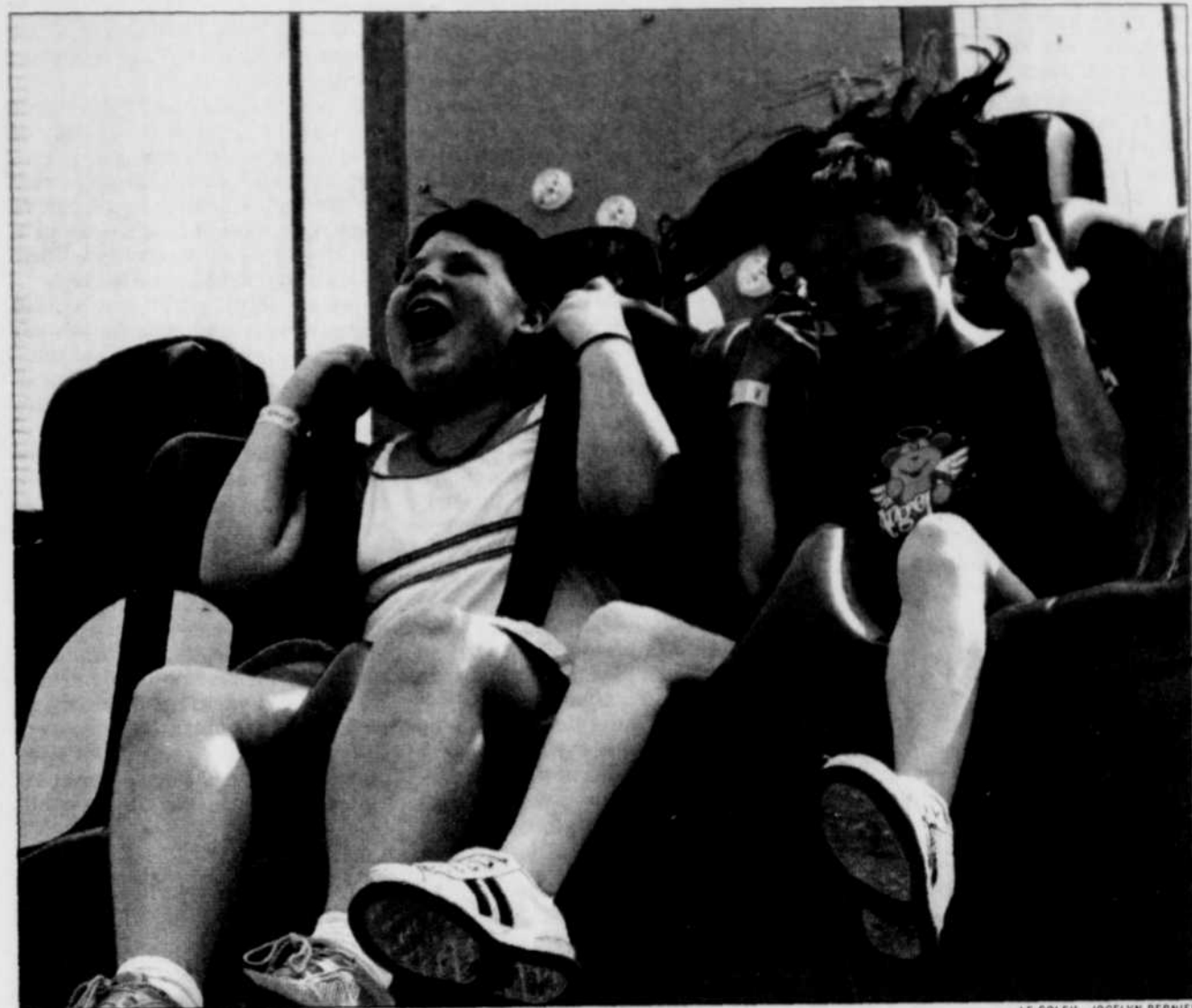




Mordues des manèges, Catherine Ouellette (à gauche) et Stéphanie Lagueux viennent assouvir leur appétit de sensations fortes tous les jours, à Expo Québec.

Expo Québec démarre par une chaleur torride

MANUELLE LÉGARE
MLegare@lesoleil.com

■ Un peu plus et les barbes à papa fondaient au soleil. Il faisait chaud, très chaud, hier, pour la première journée d'Expo Québec. Mais le mercure n'aura pas grimpé assez haut pour décourager les irréductibles.

Ayant été parmi les premiers visiteurs à franchir les tourniquets, Catherine Ouellette et Stéphanie Lagueux trépanaient d'impatience à leur arrivée sur le site. « On vient à toutes les années! », lançait fièrement Catherine. « Je viens depuis que je suis toute petite », ajoutait Stéphanie.

Agées de 12 ans, les deux copines habitent à deux pas de la foire et elles comptent se présenter tous les jours à Expo Québec. Pour les animaux et les kiosques, bien sûr, mais surtout pour... les manèges. « On aime les sensations fortes », confie Stéphanie, jetant un coup d'œil aux attractions qui donnent de l'excitation aux uns et des maux de cœur aux autres. « Tiens, un manège qui n'était pas là l'année passée », renchérit la jeune fille, pendant que les employés

éclaboussaient les installations d'un dernier jet d'eau.

La scène avait de quoi faire des jaloux. Recherchant un peu d'ombre sous leurs stands regorgeant de Spider-man en peluche, les employés des jeux d'adresse attendaient patiemment que la foule se déride. « Un essai gratuit! », osaient se risquer certains, sans vraiment trouver preneurs.

L'heure du dîner n'avait même pas sonné que, plus loin, au milieu des effluves de pop-corn caramélisé, les cuisiniers avaient le visage aussi rouge que les saucisses qu'ils s'approprièrent à faire cuire. « Nous avons beaucoup d'activités intérieures et, dans la plupart des pavillons, on est bien, mentionnait Anne Michaud, di-

rectrice générale adjointe à Expo Québec. C'est plus difficile pour les travailleurs ».

La chaleur accablante n'avait toutefois pas eu raison de Jérôme Boucher et Jules Baril, respectivement de Saint-Nicolas et Saint-Rédempteur. Depuis 15 ans, les deux hommes se font un point d'honneur d'assister à la première journée de la foire. « Il y a moins de monde, on peut visiter plus », faisait valoir M. Boucher.

Dès leur arrivée, les deux amis se dirigent vers le pavillon des chevaux. « On vient surtout pour la foire agricole. Une fois la première semaine et une fois la deuxième semaine, parce que les animaux changent », explique Jérôme Boucher, avant de se poster devant les imposantes bêtes.

Si, à l'extérieur, on se presse timidement vers les activités, ici, la foule est plus dense. Pour l'étape de la présentation au licou, les chevaux sont sur leur trente-six, car l'apparence passe avant tout. « La mode est aux pattes fines et aux gros pieds », men-

Voir CHALEUR en A 2 ►
■ Une vraie artisane A 13

Ottawa annoncerait mercredi sa participation à l'élargissement de la 175

NICOLAS HOULE
NHoule@lesoleil.com

■ Tout indique que, mercredi, le gouvernement fédéral annoncera les détails de sa participation à l'élargissement de la route 175, qui traverse la réserve faunique des Laurentides.

Hier, le député fédéral de Chicoutimi-Le Fjord, André Harvey, a convoqué ses militants pour une conférence où le premier ministre Jean Chrétien, qui sera de passage dans la région pour le caucus du Parti libéral, fera ses commentaires sur le projet de parachèvement de la 175 sur quatre voies, séparées par un terre-plein. Sans confirmer que cette conférence fera l'objet d'une annonce d'injection de fonds et sans préciser

quelle pourrait être l'implication du gouvernement fédéral, M. Harvey se dit très optimiste quant aux propos que tiendra son chef, soutenant que le premier ministre ne se déplace pas inutilement.

« Ce n'est pas à moi de faire l'annonce, mais toute la région attend la

Voir 175 en A 2 ►
■ La 185: en voie de règlement A 3



Les intempéries qui ont fait des dizaines de morts depuis plusieurs jours en Europe menacent aussi le patrimoine historique en République tchèque, en Allemagne et en Autriche. À Prague, plusieurs monuments sont menacés par les inondations, comme le pont Charles, l'un des plus célèbres de la ville, qu'arpeute ici le président tchèque, Vaclav Havel. Les détails en page A 4.

La création d'emplois: très peu pour les régions

STÉPHANE PAQUET
SPaquet@lesoleil.com

■ La spectaculaire croissance de l'emploi enregistrée au Québec depuis le début de l'année est loin d'avoir eu le même impact partout sur le territoire. En dépit des programmes d'aide pour susciter les investissements dans les régions, deux pôles ont attiré à eux seuls 95 % du total d'emplois créés de janvier à juillet: la grande région de Québec et, surtout, le corridor Montréal-Sherbrooke.

D'abord, quelques chiffres qui illustrent l'ampleur du pouvoir d'attraction des pôles Québec-Chaudière-Appalaches et du corridor Montréal-Sherbrooke. Ces sept derniers mois, l'économie québécoise a créé un total de 113 600 emplois. De ce nombre, 107 400 se sont retrouvés dans ces deux pôles, soit 38 300 dans la grande région de Québec et 69 100 dans celle comprise entre Montréal et Sherbrooke, selon les données de Statistique Canada analysées par l'Institut de la statistique du Québec.

Cette poussée de l'emploi dans ces deux grandes régions en laisse bien peu à celles éloignées des grands centres. Certaines ont même vu le nombre de leurs emplois diminuer. C'est le cas du Bas-Saint-Laurent, qui a enregistré une perte de 6 600 jobs depuis le début de l'année, une baisse de 7,4 % du nombre total d'emplois de la région, contre une croissance de 3,3 % dans l'ensemble du Québec. Vient ensuite le Saguenay-Lac-Saint-Jean avec une décroissance de 3 800 emplois (-3,1 % de son total). Les Laurentides ont perdu 7 100 postes (-3 %). L'Abitibi-Témiscamingue? Moins 1 800 emplois, soit -2,6 %. Laval, au nord de Montréal, a aussi connu une diminution de 900 emplois sur son territoire.

Les régions comprises entre Montréal et Québec, soit la Mauricie, le

Centre-du-Québec et Lanaudière ont fait mieux que la moyenne provinciale en créant respectivement 4 600, 5 700 et 8 000 emplois. Quant à la Gaspésie, malgré les mesures mises en l'avant par le gouvernement, elle n'a

Voir RÉGIONS en A 2 ►

NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS

	Décembre '000	juillet %
Province de Québec	113,6	3,3
Montréal (06)	28,6	3,4
Montréal (16)	27,6	4,0
Capitale-Nationale (03)	20,4	6,6
Chaudière-Appalaches (12)	17,9	9,5
Estrie (05)	12,9	9,7
Lanaudière (14)	8	4,2
Centre-du-Québec (17)	5,7	5,6
Côte-N. (09) et N.-du-Québ. (10)	4,8	9,1
Mauricie (04)	4,6	4,2
Outaouais (07)	3	1,9
Gaspésie Îles de la Madeleine (11)	0,6	1,8
Laval (13)	-0,9	-0,5
Abitibi-Témiscamingue (08)	-1,8	-2,6
Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	-3,8	-3,1
Bas-Saint-Laurent (01)	-6,6	-7,4
Laurentides (15)	-7,1	-3,0

Sources: Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada

TAB. 1501, LE SOLEIL

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Éditorial	A 15
Agenda	B 6	Le monde	A 10
Arts et vie	B 1	Petites annonces	S 15
Bourses	C 4	Québec / Canada	A 6
Capitale et régions	A 12	Sports	S 1
Décès	C 6	Statistiques	S 12
Divertissements	B 7	Télévision	B 5
Economie	C 1		

LA MÉTÉO

Maximum 29, minimum 18

Nuageux avec percées de soleil en matinée, risque d'orages en après-midi. Demain, nuageux avec faible pluie. Détails page S20.

Précipitations (avant hier)

Ce mois-ci: 8,0 mm Lan dernier: 16,0 mm
Cet été: 255,6 mm L'été dernier: 251,3 mm

QUÉBEC,
106^e ANNÉE, N° 225
FLORIDE, 1,75 \$ US
MONTRÉAL,
OTTAWA 87¢
PLUS TAXES
65¢ PLUS TAXES



La clef de sol

840, rue Bouvier
627-0840
Bonnafant
285-4535



SAMSUNG
Moniteur écran plat 17"
• 20 PH • 1280 X 1024 • MPR II

1429\$ 299\$



SAMSUNG
Imprimante Laser
• 12 pages minute
• PCL6 emulation
• Résolution 1200X600PPP

1906\$ 399\$



Moniteur LCD 15"

689\$ 2358\$

RÉGIONS

Suite de la Une

enregistré qu'une croissance de 600 emplois ou 1,8% de son total, loin de la moyenne québécoise.

Les régions qui ont généré 95% du total des emplois ont-elles tout simplement récolté les emplois au prorata de leurs populations? Pas tout à fait. Ces deux pôles comptent en effet pour 60% de la population québécoise en âge de travailler.

«IL EST TROP TARD»

Le sociologue Charles Côté a publié en 1991 *Désintégration des régions. Le sous-développement durable au Québec*. Informé des dernières données sur la création d'emploi, il ne s'est pas montré surpris. «Il est trop tard (pour les régions). On est en baisse démographique absolue. À partir de là, y a plus rien à faire», laisse tomber celui qui se bat pourtant depuis des années pour la survie des régions.

Qualifiant «d'irréversible» l'exode des régions, M. Côté prône une plus grande présence de l'État dans les régions «pour égaliser les taux d'emploi» sur l'ensemble du territoire québécois.

Dans le Bas-Saint-Laurent, Sylvain Thiboutot, du Centre local de développement (CLD) de Kamouraska-La Pocatière, se montrait plus sceptique. «S'il y a une baisse dans notre région, c'est à cause de la crise forestière», a-t-il dit, faisant montre d'une certaine incrédulité. «Dans certains secteurs, on a une pénurie de main-d'œuvre», a-t-il tenu à ajouter.

MÉTHODOLOGIE ÉPROUVÉE

Du côté du ministère des Régions, une haute fonctionnaire a d'abord réfuté les chiffres fournis par l'Institut québécois au SOLEIL. Mardi en fin de journée, elle faisait parvenir au journal des données produites par Emploi-Québec qui contredisaient, pour certaines régions, celles de l'Institut.

Après vérification mercredi auprès de Fmail Bouikni, directeur général adjoint à la planification et au développement de l'emploi à Emploi-Québec, les données de l'Institut sont bien les bonnes. «Je n'ai aucune raison de douter de leurs données. À mon grand bonheur en tant qu'analyste, ils désaisonnalisent» les chiffres fournis par Statistique Canada. En fait, M. Bouikni a été tellement heureux de prendre connaissance de la méthode de l'Institut qu'il a invité son directeur à faire une présentation à Emploi-Québec.

Du côté du ministère des Régions, personne n'a finalement voulu commenter avant le retour de vacances du ministre Rémy Trudel prévu lundi prochain.

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.cyberpresse.ca

925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547,
Succ. Terminus Québec, Québec,
G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est publié et édité par LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada inc., membre de Gesca ltée. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randoin, à Québec, par Imprimerie Canada, une division de 3834301 Canada inc. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

LOTO QUÉBEC Résultats

6/49 Tirage du 2002-08-14
11 28 33 37 40 46
Complémentaire: (16)

Quebec Tirage du 2002-08-14
08 12 14 34 40 45
Complémentaire: (06)

Ranço Tirage du 2002-08-14
04 05 09 10 12 14 30 32 34 35
37 50 54 60 62 64 66 67 68 69

Quintessence Tirage du 2002-08-14
3 4
566 5825

Extra Tirage du 2002-08-14
NUMÉRO
787517

Les modalités d'incasement des tickets gagnants paraîtront au verso des tickets. En cas de rachat entre cette date et la date officielle de L.Q., cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu

1-800-387-8888

175

Suite de la Une

visite de M. Chrétien, indique-t-il. Québec a annoncé depuis plusieurs mois son intention de finaliser la route, il restait donc à avoir notre réaction et ça va venir au cours des prochains jours.»

À ce jour, Québec ne s'est toujours pas entendu sur le sujet avec Ottawa, bien que le gouvernement provincial ait soumis un projet d'entente de principe en décembre 2001. Selon cette entente, les deux gouvernements se partageraient dans une proportion de 50-50 le coût des travaux, pour des sommes respectives de 262,5 millions \$.

M. Harvey ne croit pas que le fait que John Manley ait cédé sa place à Allan Roch dans ce dossier ait nui au bon développement du projet. Selon lui, Ottawa a été lent à réagir car il avait besoin

d'un projet d'infrastructure pour procéder. Quant au fait que le fédéral ne fasse pas d'annonce conjointe avec Québec, il l'explique simplement par le fait que Québec a fait connaître sa position depuis plusieurs mois.

Au gouvernement provincial, on dit ne pas être au courant d'une éventuelle participation financière d'Ottawa pour le parachèvement de la route 175. Le ministre des Transports, Serge Ménard, assure ne pas avoir été approché par le gouvernement fédéral en vue d'une conférence de presse, mais espère qu'il y aura injection de fonds.

«On attend depuis longtemps. Ottawa a fait récemment des annonces pour les routes du Nouveau-Brunswick, si c'est suivi d'un traitement semblable pour le Québec, c'est une bonne nouvelle pour nous. Si le Québec n'a pas l'équivalent, ce sera désastreux, mais nous continuerons les travaux de notre côté.»

CHALEUR

Suite de la Une

tionne Marie-Christine Julien, de l'écurie Guy Julien.

Pour ce faire, les pattes des bêtes ont été enveloppées de bandages la veille de la compétition. Puis, le jour même, les chevaux sont bichonnés pendant une trentaine de minutes. «On met du vernis noir sur les sabots, puis on les brosse avec de l'huile de bébé dans le visage, pour qu'ils aient le nez brillant», relate la jeune femme. Reste ensuite l'étape des nattes. La queue se porte en toque, la crinière, obligatoirement tressée pour les étalons, est décorée de rubans et de fleurs. «Chaque éleveur a sa couleur. Ici, c'est raisin et argent», poursuit Marie-Christine.

Protégés du soleil afin d'éviter que leur robe ne change de couleur, les chevaux semblaient se porter assez bien, malgré la canicule. «Ils dégoutent, mais on les lave matin et soir», souligne Marie-Christine Julien.



LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER
Jules Baril (à gauche) et Jérôme Boucher sont au rendez-vous depuis 15 ans, afin d'admirer les chevaux.

Le smog sur le Québec, ça achève!

■ MONTRÉAL (PC) — L'épisode de smog qui frappe le Québec prendra vraisemblablement fin aujourd'hui et la qualité de l'air s'améliorera ainsi, ont indiqué des météorologues spécialisés d'Environnement Canada, en conférence de presse aux côtés de la Direction de la santé publique de Montréal-Centre.

Les autorités ont tenu à faire le point, vu les inquiétudes et l'inconfort causés par cet épisode de smog qui se prolonge depuis dimanche. De la pluie est attendue aujourd'hui et davantage de nuages, ce qui contribuera à améliorer la qualité de l'air, ont-ils précisé.

Ainsi, selon Jacques Rousseau, météorologue en qualité de l'air, le Québec aura connu jusqu'ici, cet été, six journées d'épisode de smog. Il n'y en avait eu aucune l'été 2000, et 11 l'été 2001.

Le smog, a expliqué M. Rousseau, provient des différents polluants qui viennent surtout du sud de l'Ontario et du Midwest des États-Unis, des moyens de transport et des industries. Il prend place lorsqu'un cocktail malsain est mélangé, soit ces polluants avec le soleil et la chaleur accablante.

En plus de l'ozone qui affecte la qualité de l'air, les particules fines aggravent la situation. La norme est d'environ 20 à 30 microgrammes de particules fines par mètre cube d'air, alors qu'on a enregistré jusqu'à 50 microgrammes, ces derniers jours.

Pour ce qui est de l'ozone, les autorités s'inquiètent lorsque la concentration dépasse 82 ppb (parties par

milliard), alors qu'on a atteint 90 ppb à Montréal lundi et 87 ppb à Québec, par exemple.

De son côté, le Dr Louis Drouin, de la Direction de la santé publique de Montréal-Centre, a souligné que les personnes les plus vulnérables sont les personnes âgées et en bas âge, de même que celles qui souffrent d'asthme, d'emphysème, de bronchite chronique ou d'insuffisance cardiaque.

L'ozone, dit-il, est un gaz irritant qui provoque une constriction des bronches. Les particules sont tellement fines qu'elles vont jusqu'aux alvéoles, provoquant des difficultés respiratoires.

Les autorités ont donc rappelé les consignes d'usages: bien s'hydrater, rechercher les endroits climatisés et les piscines et, pour les personnes sensibles, éviter l'effort physique.

La bonne nouvelle est que l'on s'attend à un répit pour le smog et la chaleur dès aujourd'hui, a expliqué M. Jean Morrisette, météorologue aux conditions météorologiques extrêmes. Des nuages couvriront le sud du Québec, apportant «une couverture nuageuse suffisante». Des averse pourraient également lessiver les polluants et améliorer ainsi la qualité de l'air.

LE 31

RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES

LE COMPLET RAYURES BUVARD RENÉ LEZARD

Une collection d'Allemagne exclusive au 31.

Un complet pure laine, à tissage haute densité donnant un effet broché très chic et subtil.

Rayures espacées en ton cuivré sur fond encre.

38 à 46... 995.00 Cravate pure soie 125.00

simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

ACTUALITÉS



Les heures d'ouverture des piscines de Sainte-Foy ont été prolongées jusqu'à 20 h, hier, en raison de la canicule.

FERMETURE IRRÉVERSIBLE

La piscine Saint-Thomas-d'Aquin « agonisait » depuis 1999

Le tollé des baigneurs de Sainte-Foy n'empêchera pas la démolition

ALAIN BOUCHARD
ABouchard@lesoleil.com

L'annonce de la démolition d'une piscine publique extérieure, en pleine canicule, soulève tout un tollé, dans l'arrondissement de Sainte-Foy. Mais le mouvement de contestation organisé en catastrophe ne pourra rien y changer, à moins d'un ultime miracle.

La piscine Saint-Thomas-d'Aquin, de la rue Boivin, près de Myrand, aurait pu être sauvée en 1999 si la Ville de Sainte-Foy avait choisi d'acheter le terrain concerné, que lui offrait alors la commission scolaire Des Découvreurs. Mais il est maintenant trop tard. Et la nouvelle ville de Québec ne peut que se résigner à raser l'installation.

Tout le lot et l'ancienne école Saint-Thomas-d'Aquin viennent d'être vendus aux Entreprises du Cœur, une coopérative d'organismes communautaires qui n'a cure d'une piscine. Le terrain doit être remis dans son état d'avant 1960, d'ici le 15 septembre. Cette piscine avait été construite à côté de l'école, cette année-là, en vertu d'une entente conditionnelle entre la commission scolaire et la Ville.

Ce serait d'autant moins justifié de la sauver qu'elle est « désormais entourée d'asphalte, plutôt que d'être intégrée à un parc de loisir approprié, comme toutes les autres », a expliqué hier au SOLEIL Suzanne Beauchamp, porte-parole de l'arrondissement trois.

Un avis que ne partagent pas du tout les usagers de la piscine. « C'est ma petite Floride à moi, comme elle l'est pour beaucoup d'autres », proteste Édith Savard, qui habite tout juste en face de son « oasis » chérie. Celle-ci soutient qu'il faut marcher au moins 20 minutes pour se rendre à l'autre piscine la plus proche de chez elle, dans Saint-Sacrement. En plus, déplore-t-elle, celle-là est toujours bondée de baigneurs.

Une autre habituée, Madeleine Martineau, du chemin Sainte-Foy, a tout de suite lancé une pétition antidémolition, lundi, lorsqu'elle a appris la nouvelle. Les signatures abondent d'elles-mêmes, mais elle a un peu peur qu'il soit trop tard. « Nous sommes vraiment en colère, dit la dame. Et il n'y a rien de pire que de ne pas essayer. »

PROLONGATION POSSIBLE

Ironie du sort, le conseil d'arrondissement décidait de prolonger les heures d'ouverture de toutes les piscines de Sainte-Foy jusqu'à 20 h, hier, en raison de la canicule. C'est la deuxième ou troisième fois de l'été que pareille mesure d'exception est décidée.

La piscine Saint-Thomas-d'Aquin doit clore sa saison 2002 dimanche, comme la plupart des autres piscines de Sainte-Foy et d'ailleurs à Québec. Les travaux de démolition seraient alors entrepris la semaine prochaine, vraisemblablement.

Certains conseils d'arrondissement — c'est à eux qu'incombe la gestion des piscines — sont toutefois à réfléchir à la possibilité de prolonger la saison de quelques jours, si jamais la chaleur actuelle se poursuit. Le cas échéant, une décision en ce sens ne serait toutefois rendue et communiquée qu'à la toute fin de la fin de semaine, a indiqué Alain Thériault, porte-parole de la Ville de Québec.

Il existe 39 piscines publiques extérieures sur le territoire de la nouvelle ville de Québec, en plus de 23 patageuses et 32 jeux d'eau. Ce qui veut dire beaucoup de monde à consulter dans plusieurs conseils d'arrondissement avant de modifier un calendrier déjà établi. Et la prolongation d'une saison est d'autant plus complexe que le personnel estival compte souvent des élèves de cégep, dont la rentrée automnale s'effectuera lundi.

La nouvelle ville compte 39 piscines publiques

La canicule frappe à Michel-Sarrazin

Les malades doivent composer avec l'absence de climatisation

LOUISE LEMIEUX
LLemieux@lesoleil.com

Les malades qui vivent leurs derniers jours à la Maison Sarrazin et leur famille subissent la chaleur des derniers jours parce que l'établissement n'a pas l'air climatisé.

« Nous fournissons des ventilateurs. Et nous avons des projets pour climatiser le secteur des chambres », dit le directeur de l'établissement, le Dr L'Heureux. Les travaux débuteront cet automne si l'argent disponible est suffisant.

À l'époque de la construction de la Maison Michel-Sarrazin, en 1985, on pensait que la climatisation pouvait être néfaste pour le malade, explique le Dr L'Heureux. Maintenant, la technique est sécuritaire et permet l'entrée d'air neuf, ce qui élimine la pos-

sibilité de propagation de microbes.

Au début, personne ne se plaignait de la chaleur dans les chambres des malades. Mais depuis quatre ou cinq ans, les étés sont plus chauds, et les plaintes plus nombreuses.

Lorsqu'on a construit le centre-jour de la maison, en l'an 2000, on a donc intégré un système de climatisation. « Et nous avons même prévu une capacité excédentaire du système géothermique pour accommoder un jour le deuxième étage, là où sont les chambres des patients », signale le Dr L'Heureux.

COÛTS ÉLEVÉS

Depuis trois ans, on songe à brancher les 15 chambres sur ce système géothermique. Mais les coûts sont élevés. Et de surcroît, il a fallu changer le toit, cette année, une dépense inattendue de 45 000 \$.

Une firme d'ingénieurs a fait les plans pour la climatisation. Gratuitement. Un appel d'offres sera lancé sous peu. « Peut-être les fournisseurs pourront-ils nous faire des cadeaux », soupire le Dr L'Heureux. La prochaine campagne de souscription de la Maison Michel-Sarrazin sera organisée pour payer le branchement du système de climatisation.

Seulement les 15 chambres seront climatisées. « Les locaux du personnel, la cuisine, la salle à manger resteront à faire », souligne le docteur L'Heureux.

La Maison Michel-Sarrazin a le statut d'hôpital privé. La moitié de son budget provient de l'État, l'autre moitié de dons et des souscriptions. Les services rendus aux patients sont gratuits, de même que la nourriture et les médicaments.

ROUTE 185

Le dossier en voie d'être réglé

Les gouvernements fédéral et provincial sur le point de s'entendre

NICOLAS HOULE ET MARC LAROCHE

NHoule@lesoleil.com

Collaboration spéciale

■ RIVIÈRE-DU-LOUP — Les gouvernements fédéral et provincial sont sur le point de s'entendre dans le dossier de l'élargissement de la route 185. C'est ce qu'on peut conclure des propos tenus hier par le premier ministre Jean Chrétien et par le ministre des Transports du Québec, Serge Ménard.

Après avoir demandé à Ottawa de débours 80 % des coûts que représente le dédoublement de la 185, Serge Ménard se dit prêt à assumer la moitié de la somme. Ce revirement du ministre s'explique par la récente annonce d'un partenariat de 400 millions \$ entre les gouvernements du Canada et du Nouveau-Brunswick pour le parachèvement de la Transcanadienne en autoroute à quatre voies.

« Le gouvernement du Québec a toujours été prêt à partager les coûts des opérations à 50-50 sauf pour la 185, où l'on avait demandé la même chose que le Nouveau-Brunswick, c'est-à-dire 80-20 », a expliqué M. Ménard au SOLEIL. Le Nouveau-Brunswick a finalement conclu une entente à 50-50, alors si le fédéral nous faisait une proposition semblable, nous serions d'accord. »

C'est justement ce qu'a fait indirectement le premier ministre Jean Chrétien, qui rencontrait hier les maires des municipalités longeant la route 185, tout en affirmant que ce dossier n'était pas une priorité pour Québec.

« M. Chrétien a reconnu que la route 185 était meurtrière et a ajouté qu'il était prêt à payer 50 % de la facture demain matin, mais il a expliqué que selon ses informations, Québec priorisait les routes 30 et 175 », a rapporté le maire de Rivière-du-Loup, M. Jean D'Amour, qui était accompagné du préfet de la MRC de Témiscouata, M. Serge Fortin, et des maires de Cabano, Dégelis et Notre-Dame-du-Lac.

« Quelqu'un nous ment, et qui suis-je pour douter de la parole d'un premier ministre ? M. Chrétien aurait facilement pu ne pas nous rencontrer, mais il l'a fait et a affirmé qu'il le faisait avec plai-

sir afin de nous donner l'heure juste », a poursuivi M. D'Amour.

Lors d'un point de presse, sans être aussi précis, Jean Chrétien a été formel à l'effet qu'aucune entente entre Ottawa et Québec n'avait été conclue en regard de la route 185. Il a toutefois ajouté à mots à peine couverts que ce tronçon n'était pas une priorité pour Québec.

« Nous négocions avec tous les gouvernements. Moi et le premier ministre du Nouveau-Brunswick étions d'accord avec le fait que la priorité était d'aménager un tronçon de quatre voies sur la route 2 pour compléter la Transcanadienne. Il a donc été facile de s'entendre, a-t-il dit. Lorsque le gouvernement provincial a la même priorité que le nôtre, ce n'est pas compliqué. »

Pour sa part, Serge Ménard se défend bien de ne pas faire de la 185 sa priorité. Il dit être conscient de l'importance d'élargir cette route à quatre voies, tant pour la sécurité des conducteurs que pour l'économie du Québec.

« C'est le principal réseau d'échange économique entre les Maritimes, le Québec et l'Ontario. C'est un dossier qui a toujours été prioritaire au même titre que ceux de la route 30 et la route 175. »

Quant au député libéral de Kamouraska-Témiscouata, M. Claude Béchard, il a réagi en demandant aux parties d'arrêter de faire des sous-entendus. « Que l'on dise une fois pour toutes si la route 185 est vraiment la priorité. Si c'est le cas, qu'on saisisse l'occasion pour continuer le projet fédéral de doubler la Transcanadienne au complet. Il faut arrêter de jouer au fou et de se lancer la balle l'un l'autre. »



Les premiers ministres Chrétien et Lord ont tâté de la machinerie lourde, hier, en annonçant la mise en marche du chantier de la route 185.

Langlois Volkswagen

VW.COM

Êtes-vous fait pour Volkswagen?

www.langloisvw.com



6090, boul. Sainte-Anne, L'Ange-Gardien (Québec) G0A 2K0
Tél. : (418) 822-0671 • Téléc. : (418) 822-1134 • Sans frais : 1 877 822-0671

* 1,9% à l'achat sur modèles Jetta et Golf TD1 2002 en inventaire. Jeune famille exclue. Terme de 24 mois.

50 ANS
VOLKSWAGEN
CANADA

1,9%*

Les travaux d'agrandissement débutent bientôt. Quelques jours pour vider la cour...

Les intempéries en Europe font des dizaines de morts et des dégâts importants

■ PRAGUE (AFP) — Le bilan des intempéries qui ont fait des dizaines de morts et des dégâts importants en Europe, a continué de s'alourdir hier, les crues de l'Elbe, du Danube et de la Vltava contraignant d'évacuer des centaines de milliers de personnes, notamment à Prague et Dresde.

En Allemagne, au moins 12 morts ont été enregistrés depuis la fin de semaine dernière, 10 morts ont été recensés en République tchèque, au moins sept en Autriche, 14 depuis la mi-juillet en Roumanie, alors que 59 morts ont été dénombrés en Russie après les trombes d'eau qui s'étaient abattues le 8 août sur les côtes de la mer Noire. Sans compter de nombreux disparus.

Plus de 200 000 personnes ont déjà été évacuées en République tchèque, selon le ministre de l'Intérieur Stanislav Gross. Plusieurs milliers d'autres devront l'être en raison de la montée des eaux de l'Elbe, a-t-il prévenu.

En Allemagne, quelque 30 000 personnes ont dû être évacuées en Saxe, alors que l'armée a entamé une vaste opération d'évacuation de milliers de malades de Dresde, la capitale de cette région, dont le centre historique était envahi par les eaux.

Le chancelier allemand Gerhard Schröder a souligné que les dégâts causés aux infrastructures risquaient de « se chiffrer en milliards » d'euros. Dans la matinée, il avait annoncé une aide d'urgence fédérale de 100 millions d'euros pour les victimes des intempéries. Cent millions d'euros de crédits à taux préférentiel avaient déjà été débloqués mardi.

En Autriche, où plusieurs villes sur le Danube luttent encore contre la crue, le gouvernement a décidé hier de consacrer 650 millions d'euros à l'indemnisation des victimes et à la reconstruction, sans attendre de connaître l'étendue des dégâts. Après une semaine d'inondations, ceux-ci pourraient atteindre jusqu'à trois milliards d'euros, selon les gouverneurs de Haute et de Basse-Autriche.

Le président tchèque Václav Havel a écourté ses vacances et regagné Prague hier pour résoudre avec le premier ministre Vladimír Špidla les problèmes liés aux inondations catastrophiques.

Le ministre des Affaires étrangères Cyril Svoboda a déclaré que Prague était « prêt à accepter » l'aide étrangère qui a été proposée par de nombreux pays européens, ainsi que les États-Unis et le Japon.

Tôt hier, les autorités ont ordonné l'évacuation de trois quartiers du centre de Prague, dont la vieille ville, menacés par la crue du siècle qui risque d'endommager ses monuments historiques.

Le Théâtre national, imposant bâtiment néo-Renaissance, situé au bord de la Vltava dont le débit, 30 fois supérieur à la normale, s'est stabilisé dans la journée à 5 000 mètres cubes



À Dresde, toute la ville est sous les eaux. La montée de l'Elbe pourrait dépasser d'ici ce matin les huit mètres, l'opéra Semper est déjà sous les eaux. Mais quelque 6 000 pièces des collections d'art des musées de la ville ont pu être sauvées.

par seconde, a été envahi hier par les eaux.

Des monuments historiques de Prague, dont le pont Charles, et le château de Troja, étaient menacés, alors que la ville, partiellement privée d'électricité, était paralysée : lignes téléphoniques et gaz coupés, tramways à l'arrêt, gare routière fermée. Seuls deux ponts routiers étaient ouverts à la circulation.

Dans le zoo inondé, un éléphant, héros de plusieurs films tchèques, un ours et un hippopotame ont été victimes de la crue.

La présidente de l'Office tchèque de sûreté nucléaire (SUJB) Dana Dra-

bova a assuré mardi soir que les inondations ne présentaient « aucune menace » pour la sûreté nucléaire du pays.

En Allemagne, à Dresde, où la montée des eaux pourrait dépasser d'ici ce matin les huit mètres, l'opéra Semper est déjà sous les eaux. Mais quelque 6 000 pièces des collections d'art des musées de la ville ont pu être sauvées des eaux.

En Slovaquie, l'état d'alerte a été proclamé hier matin à Bratislava, en raison de la montée du Danube dont le niveau atteignait 8,50 mètres, contre 3 m normalement, et risquait de grimper à quelque 10 m d'ici aujourd'hui.

En Autriche, la crue du Danube a atteint son plus haut niveau hier à Vienne et a inondé à leur tour les villes en aval de la capitale, en direction de la Slovaquie. Dans l'ouest du pays, des milliers d'habitations sont encore inondées, des centaines de routes et de voies ferrées coupées.

Quelque 170 patients en soins intensifs dans des hôpitaux de Dresde ont commencé cette nuit à être évacués par des hélicoptères de l'armée allemande, en raison des inondations dans la capitale de la Saxe, a annoncé un porte-parole de la ville.

Les malades devaient être évacués vers des hôpitaux de Leipzig et Cottbus (est), a précisé Kai Schultz. L'évacuation ou non des malades restants, quelque 1 400 personnes, devait être décidée dans la matinée.

ACCIDENT Trente Québécois blessés

CORNWALL (AP-PC) — Un autocar avec à son bord 35 personnes, qui avait quitté Montréal mardi soir à destination de New York, a été impliqué dans un accident survenu sur une autoroute de l'État de New York, hier matin, qui a fait une trentaine de blessés, dont trois se trouvent dans un état jugé sérieux.

L'accident est arrivé vers 5 h, par temps clair, a indiqué le sergent James Whittle, du service de police de l'État. L'autocar d'Adirondack Trailways s'est renversé sur le côté le long de l'accotement de la voie rapide à la hauteur de Cornwall, quelque 80 kilomètres au nord de New York.

Un total de 31 passagers, tous du Québec, ont été transportés dans des hôpitaux des environs. La plupart des 15 personnes transférées à l'hôpital Saint-Luke, à Cornwall même, ont été soignées pour des contusions. Elles ont ensuite été en mesure de poursuivre leur voyage, a indiqué Sue Sullivan, porte-parole de l'établissement de santé.

Victimes de blessures de nature plus sérieuse, trois personnes — le conducteur du véhicule, une passagère âgée de 74 ans et une femme de 49 ans souffrant d'une fracture du bassin — ont été évacuées par pont aérien jusqu'à un service de traumatologie à proximité des lieux de l'accident. Leur état a été qualifié de sérieux mais stable.

La circulation a été interrompue sur l'autoroute pendant plusieurs heures, le temps que les enquêteurs procèdent à une reconstitution de l'accident.

Il semble que l'autocar ait embouti l'arrière d'un camion, a indiqué le sergent Whittle. « Nous devons déterminer si le semi-remorque roulait trop lentement, si c'est le cas qui allait trop vite ou encore s'il s'agit d'une combinaison des deux », a-t-il affirmé.

À Montréal, un porte-parole d'Adirondack Trailways, Denis Saint-Pierre, a assuré que l'entreprise avait jusque-là conservé une feuille de route sans tache sur ce circuit. « Je peux vous dire que depuis 1996, nous n'avions jamais eu d'accident entre Montréal et New York, a-t-il déclaré à la chaîne RDI. C'est dommage, mais nous espérons parvenir à établir ce qui s'est passé. »

La Belle Excentrique!
de Marie-Thérèse Quinton
Mise en scène par Claude Larocque



Robert GUILLETTE
Michel GAGLÉ
François LESTEL
Elsa LESSONINI
Richard FRÉCHETTE

du 19 juin au 31 août 2002
Route 263 • St-Fortunat QC • (819) 344-5550
www.theatredelacheverrie.com

QUÉBEC



MITSUBISHI

3 SEPTEMBRE 2002
www.quebecmitsubishi.com

Vous avez une
fenêtre
nous avons une
idée...

Draperies sur mesure • Persiennes
Stores ballon • Tissus
Stores horizontaux • Stores plissés
Stores verticaux • Stores romains
Stores shoji • à vous le choix

HunterDouglas
QUETTE • SEMOULETTE • COUNTRY WOODS

LEVOLOR

GRATUIT
Service à domicile

Visitez nos magasins ou appelez-nous pour connaître le nom du représentant du Service à domicile dans votre région.

Un conseiller professionnel qualifié en décoration se fera un plaisir de vous présenter, au moment qui vous conviendra, notre magnifique collection d'échantillons de parures de fenêtre.

658-5218
Sans frais ou obligation!

LINEN CHEST
DECOR DÉPÔT

«Le supercentre de la mode maison»

Place Laurier
Québec • (418) 658-5218

Garantie
SANS CONDITION

CHAQUE JOUR/TOUTE L'ANNÉE
Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10 %

Les « amigos » dans les fraises

« **B**eaucoup de cholor, beaucoup de cholor. » Tu l'as dit, *amigo*, beaucoup de cholor, *mucho cholor*. Miguel, à moins que ce ne soit Mario ou Ramiro, je ne m'en souviens plus trop, me lance cette évidence météorologique en guise de courtoisie, en sortant du champ de fraises.

Il doit bien faire 37,2° en ce mercredi matin. Une grosse mouche me tourne autour de la tête comme dans un western de Leone. Les cigales se font aller le criquet comme si elles frétilaient dans une poêle à frire. Je rêve à une piscine, à une croisière au Groenland, à un Mister Freeze, au *show* de Noël à Québec...

Il fait chaud et humide en *ti-péché*, mais c'est sûrement encore plus chaud et humide dans le champ, accroupi à ramasser des fraises toute la journée. Je n'ose pas imaginer ce que ce sera en fin d'après-midi...

N'empêche, en cette journée à ne pas mettre le Bonhomme Carnaval dehors, ils sont une bonne cinquantaine de cueilleurs à trimer dur dans les deux immenses champs de fraises des frères Jacques et Réjean Demers, sur le chemin Saint-Joseph, à Saint-Nicolas. Des Mexicains, pour la plupart. Il y a quelques Québécois, une couple de Bosniaques, c'est à peu près tout.

Oubliez le cliché du Mexicain coiffé d'un sombrero qui roupille à l'ombre d'un cactus, ceux-là ne sont pas venus à Québec pour se la couler

douce. La grosse ouvrage ne leur fait pas peur. Ils passent cinq ou six mois par année à Saint-Nicolas, du début mai à la fin de septembre, à travailler à longueur de journée dans les champs de fraises, qu'il fasse chaud ou froid, qu'il pleuve, vente ou grêle.

C'est la troisième année que les frères Demers embauchent des travailleurs mexicains. Au début, ils étaient 15. Leur nombre est passé à 24 l'été dernier, puis à 40 cette année. Une progression qui ne trompe pas sur la satisfaction des patrons.

L'embauche de travailleurs mexicains vient combler une lacune lorsque de gros producteurs maraîchers, comme les frères Demers, spécialistes de la fraise d'été et d'automne, doivent compter sur une main-d'œuvre fiable et disponible pour faire les récoltes. Une fraise mûre dans un champ, ça ne peut pas poireauter longtemps avant de prendre le chemin de l'épicerie. Comme me le dit Jacques Demers, dans cette *business*, « on ne peut pas marcher avec des peut-être... »

Il y a bien des étudiants pour les cueillir, mais que faire lorsqu'ils doivent retourner au cégep ou à l'université, au milieu du mois d'août? Et



Normand Provencher

NProvencher@lesoleil.com

ne nous racontons pas d'histoires, ce n'est pas tout le monde à la recherche d'un emploi qui est prêt à aller ramasser des fraises, sous un soleil de plomb comme celui des derniers jours. Surtout lorsque vous gagnez presque autant d'argent à rester dans votre salon, à recevoir un chèque d'assistance sociale ou de chômage...

Au Mexique, l'État-providence, on ne connaît pas beaucoup. D'où la nécessité de ramer fort et plus vite que les autres. Cecilio, Mario et Luis sont de cette race. Comme à l'époque où les travailleurs québécois « montaient » à la baie James pour faire de l'argent, eux « montent » à Saint-Nicolas pour travailler cinq ou six mois, 50 ou 60 heures par semaine, à 7,20 \$ de l'heure. Ils sont logés gratuitement, à proximité des champs, dans de grandes roulottes communes. À eux de se débrouiller pour faire la cuisine, le ménage et la lessive.

Le fruit de leur labeur agricole peut rapporter entre 10 000 \$ et 15 000 \$, une véritable petite fortune pour un travailleur mexicain qui doit subvenir aux besoins d'une famille de deux ou trois enfants. Au Mexique, dans le meilleur des cas, un travailleur aurait gagné quatre fois moins à travailler aux champs.

Edgar Contreras, leur superviseur, établi à Sainte-Foy avec sa famille depuis trois ans, me sert d'interprète auprès de quelques travailleurs. Car, voyez-vous, mon espagnol se limite à quelques mots d'utilité courante; comme *Corona*, *fajitas* et *Ricky Martin*. Mais vous devriez entendre mon japonais, de toute beauté.

Excusez-moi, je suis dans le champ, je m'égare...

Luis, donc, a trois enfants et œuvre dans la construction au Mexique le reste de l'année. Il a déjà travaillé aux États-Unis, mais il préfère nettement ce qu'il voit ici. Les patrons sont plus respectueux, plus polis. Personne ici pour leur crier des bêtises. Surtout pas les frères Demers. À toutes les deux semaines, Jacques les conduit même à Saint-Étienne pour jouer une partie de soccer.

Il y a aussi le sentiment de vivre en sécurité. Luis, Cecilio et Mario apprécient de pouvoir faire un tour à vélo, le soir, sans risquer de se faire voler ou attaquer, ce qui n'est pas toujours le cas dans certaines régions du Mexique.

À les voir habillés en jeans, avec une chemise à manches longues et un t-shirt en-dessous, tout ce beau monde ne semble en tout cas pas trop souffrir de la chaleur.

Le froid, par contre, alors là, ça semble être une autre histoire. Le froid qu'ils ont connu est celui de la fin d'avril ou de la mi-octobre. Le trio avoue ne pas avoir tellement apprécié. C'est justement pour cette raison que les fraises ont bien du mal à pousser en février...

Mucho frito, amigo, mucho frito...

ACCIDENT D'HÉLICOPTÈRE

Les Griffon des Forces armées sont défectueux

HALIFAX (PC) — L'inspection des rotors de queue des 98 hélicoptères Griffon des Forces armées canadiennes, menée à la suite d'un écrasement mortel survenu le mois dernier, a permis d'établir que 12 de ces appareils présentaient des marques et des égratignures, entre autres défauts.

En conséquence, les procédures d'inspection des Griffon CH-146 avant le décollage seront modifiées sans tarder, a indiqué le lieutenant-colonel Harley Rogers, responsable de l'entretien des appareils. Un avis de sécurité concernant les hélicoptères pourrait aussi être publié à l'échelle internationale.

Les deux pilotes d'un Griffon, les capitaines Colin Sonoski et Juli-Ann Mackenzie, ont péri dans l'écrasement de leur hélicoptère en pleine forêt près de Goose Bay, au Labrador, le 18 juillet, au retour d'une vaine mission de sauvetage. Les autres membres de l'équipage, le sergent Mario Michaud et le caporal David Pawlowski, ont subi des blessures.

FISSURES

Les enquêteurs militaires croient que l'accident a pu être causé par une égratignure qui se serait transformée en fissure de 50 centimètres

près de l'extrémité du rotor de queue. Le rotor se serait ensuite détaché de l'appareil en plein vol.

L'inspection de 220 rotors de queue, servant à stabiliser les hélicoptères, a été ordonnée peu après l'écrasement de l'hélicoptère. « En ce moment, nous comptons un total de 12 rotors qui présentent une défectuosité en surface ou à l'intérieur », a déclaré le lieutenant-colonel Rogers, hier, depuis Ottawa.

Ces rotors seront soumis à des examens plus approfondis. Ils seront ensuite réparés ou retournés au constructeur, Bell Helicopter, qui compte

une usine à Mirabel, près de Montréal, et dont le siège social est situé à Fort Worth, au Texas.

Les Griffon en cause seront équipés de rotors de remplacement avant de reprendre du service, a indiqué M. Rogers. Les défectuosités décelées étaient d'importance relativement mineure et les rotors n'étaient pas sur le point de rompre avant que les problèmes n'aient été découverts, a précisé le lieutenant-colonel.

Informé des résultats de l'inspection des Griffon, un porte-parole de Bell Helicopters à Fort Worth a refusé de faire quelque commentaire que ce soit.



Les rotors défectueux vont être réparés ou retournés au constructeur.

Place à la Jeunesse avec Animation Radio X

C'est la fête à

HIPPODROME DE QUÉBEC
pendant Expo Québec

Spectacle de courses

Ce soir 19h

Samedi le 17, 15h30
Course du Circuit Régional

Dimanche le 18, 18h30

- Animation
- Entraînement de chevaux
- Carrousel de poneys

Prenez une petite pause à deux pas des chevaux et venez vous amuser sur la grande terrasse

UNIBROU

MAINTENANT

1000 places disponibles

Animation musicale

CHOIX Radio X

NOMBREUSES PROMOTIONS sur place

L'accès à l'Hippodrome est toujours GRATUIT pendant Expo Québec directement via le site d'Expo Québec ou utilisez le corridor spécialement aménagé via le Colisée Pepsi

Collaboration: PEPSI

BUFFET GASTRONOMIQUE

Maintenant les jeudi, samedi et dimanche



FRUITS DE MER

SEULEMENT

23⁹⁵\$

FROMAGES FINS

Choix de plus de 15 fromages fins du Québec

Fruits du travail de nos maîtres fromagers québécois

- Sushis • Pattes de crabe des neiges
- Crevettes de Matane • 1/2 homard (par personne)
- En vedette: • Saumon fumé • Moules

Salle à manger dans un environnement sans fumée

HIPPODROME DE QUÉBEC

Réservations **524-5283**

La chaleur cause des dégâts

■ Après une (autre) accalmie, les « vandales de Vidéotron » se sont remis à l'œuvre hier. Cette fois, ils ont sectionné des câbles à Issoudun et à Lévis, privant de service quelques milliers d'abonnés. La chaleur accablante a aussi endom-

magé quelques amplificateurs, ce qui a occasionné une interruption temporaire du signal pour quelques abonnés. Il s'agit toutefois d'un problème fréquent, selon le porte-parole de Vidéotron, Jean-Pierre Galarneau. M.B.

Un mariage parfait d'innovation et de style

Les nouveaux Clavinova CLP ont été conçus pour vous. L'élégance d'un piano à queue et de ses richesses d'habitats de piano pour un son véritablement réaliste. Le niveau de réponse au toucher est atteint grâce au tout nouveau Hammer 683.

Un véritable piano de concert

Contrôle du champ acoustique de l'instrument : CLP-170

Yamaha a conçu cette technologie de pointe pour vous offrir l'acoustique la plus parfaite. Une technique unique utilise un microphone incorporé à l'instrument pour intégrer les caractéristiques acoustiques de la salle dans laquelle vous jouez et les mixer avec les sons internes du Clavinova. Elle se régule également pour l'instrument d'une suite musicale, d'une partition de répétition, la résonance harmonique du piano lors de l'utilisation de la pédale forte via des haut-parleurs additionnels situés à l'arrière du Clavinova.

Venez nous rencontrer et appréciez la richesse du son en essayant les trois types d'IAFC proposés.

MUSIQUE BEAUDOIN

349, Dorimène-Desjardins, Lévis

833-2141

www.musiquebeaudoin.com

CONFLIT CHEZ VIDÉOTRON

Le syndicat voit d'un mauvais œil la dernière offre patronale

MONTREAL (PC) — Les négociateurs syndicaux voient d'un œil sombre les dernières offres de Vidéotron et il est presque acquis qu'ils recommanderont à leurs 2200 membres de les refuser, bien que ceux-ci soient dans la rue depuis 14 semaines.

Les représentants du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) ont arrêté leur décision en soirée, hier, et ils la présenteront aux syndiqués de la région ouest (Montréal) réunis en assemblée générale aujourd'hui, à huis clos, à compter de midi, à Laval. Ceux de la région est (Québec) feront le même exercice la semaine prochaine.

Le président de la FTQ, Henri Massé, participera aux deux assemblées. Le SCFP est affilié à la FTQ.

Selon les explications fournies par le porte-parole syndical Denis Plante, jeudi, la récente offre de Vidéotron comporte « des reculs et un ajout de demandes ». « L'offre est pire que celle déposée le 16 avril et qui avait été rejetée à 99 % », a-t-il dit.

Le premier irritant identifié par M. Plante a trait au maintien de la décision de Vidéotron de confier l'installation et la réparation à Alentron, une division d'Entourage. « Les 650 techniciens touchés perdent ainsi 35 % de leurs droits acquis en salaires, fonds de retraite et autres éléments », a soutenu M. Plante.

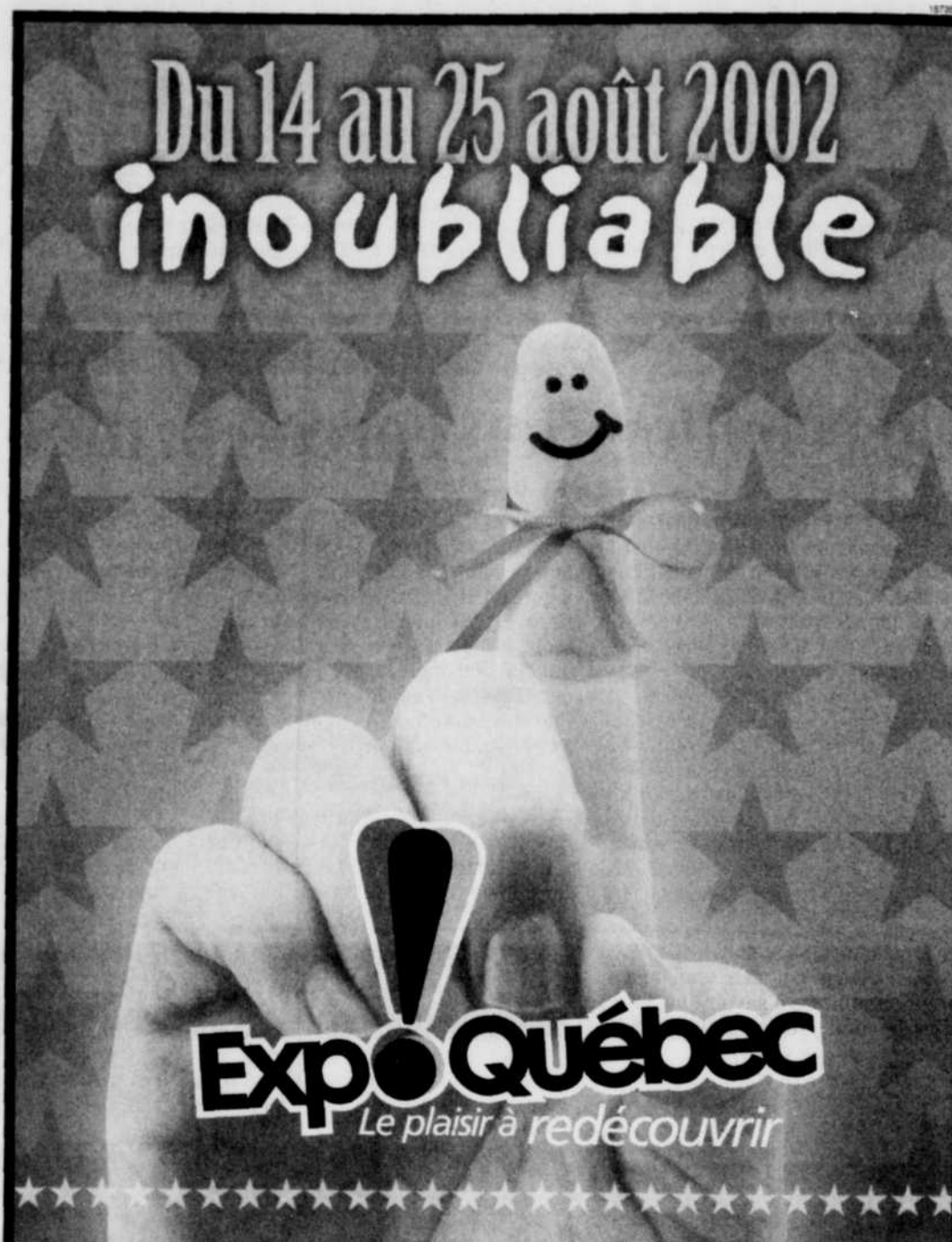
Pour ce qui est des 1584 autres salariés, les 600 qui travaillent dans le centre d'appels de la rue Ogilvy, dans les anciennes installations de TQS,

devront dorénavant aller travailler dans un centre industriel de Saint-Hubert, le nouvel emplacement retenu par l'employeur où, selon M. Plante, il n'y a aucun stationnement et aucun service de transport en commun.

Autre irritant, tandis que l'ancien contrat de travail limitait le recours à la sous-traitance à 15 %, dans certains départements, la nouvelle offre fait grimper le recours à la sous-traitance à 30 % dans chacun des départements.

Et compte tenu de l'allongement du nombre d'heures travaillées, « quelqu'un qui gagnait 16,04 \$ de l'heure après cinq ans va gagner 15,50 \$ de l'heure », et cela pour une période de trois ans, a signalé le porte-parole syndical.

Du 14 au 25 août 2002
inoubliable



Expo Québec
Le plaisir à redécouvrir

UNIQUEMENT À PLACE STE-FOY

JEUNE OPTICIEN



EXPÉRIENCE

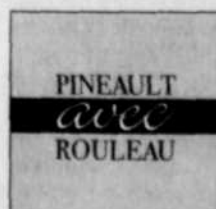
Guy Rouleau, opticien, dont la réputation est solidement établie depuis plus de 35 ans nous revient avec sa vision créatrice, ses produits exclusifs et son sens inné du service à la clientèle.

Il a fait l'acquisition de Centre Vision Place Ste-Foy et est maintenant prêt à vous recevoir dans le plus prestigieux centre commercial de la région.

Benoît Pineault est beaucoup plus jeune que son mentor, Guy Rouleau. C'est à ses côtés que, depuis plus de 10 ans, il a exercé sa profession d'opticien et développé cette courtoisie et cette recherche de qualité auxquelles la clientèle a droit et qu'elle s'attend de recevoir.

Pineault avec Rouleau... avec des optométristes reconnus qui font, sur place, les examens de la vue!

Pineault *avec* Rouleau...
jeune opticien *avec* expérience!



EXAMEN DE LA VUE SUR PLACE

Centre Vision Place Ste-Foy, 2450, boulevard Laurier, porte #1, Ste-Foy (Québec). Tél. (418) 653-4057

LE PAVILLON DU BRÉSIL
— COULEURS DU SUD

Laissez-vous transporter par les charmes du Brésil. Artistes, artisans et gens d'affaires de la région du Codesul vous entraînent dans leurs passions.

LA PLACE DE LA FAMILLE

Spectacles continus présentés par Hydro-Québec mettant en vedette Caillou, Souris Bouquine, la Petite ferme UPA et des jeux où les enfants peuvent lâcher leur fou!

LA SCÈNE UNIBROUE

Ne manquez pas Marie-Chantal Toupin et Corbach le vendredi 16 août à 20 h 30.

À voir prochainement: Hommage à Shania Twain et Garth Brooks, Boogie Wonder Band, Sylvain Larocque, Louis-José Houde, Patrick Groulx, Plume, Éric Lapointe, Jean-Pierre Ferland, Manon Lévesque, Cosmic Cocktail, Leahy et le concours des jeunes talents.

LA CAPITALE EN LUMIÈRE

À la place de la Famille, tous les soirs à compter de 21 h, vous serez émerveillés par ce spectacle multimédia original sur écran d'eau. Présenté par la Commission de la capitale nationale du Québec.

CARREFOUR AGROALIMENTAIRE

Grâce à la collaboration d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, cet événement gastronomique rempli de surprises est présenté par des chefs renommés. Marie-Chantal Lepage, porte-parole, reçoit Marie-Josée Garneau du restaurant Le Canard Goulu le vendredi 16 août sur la scène Métro Gagnon à 18 h 30.

ENCORE PLUS DE PLAISIR POUR TOUS:

• **L'International de sculpture sur sable**
Compétition individuelle: les 16, 17, 18 août. Les meilleurs sculpteurs au monde vous font découvrir les multiples facettes de leur art si unique.

• **Drible et fonce**
La NBA et Coca-Cola organisent cette activité afin de trouver les meilleurs joueurs et joueuses de basketball au Canada. Soyez de la partie jusqu'au 20 août!

Stationnement gratuit à la Pointe-aux-Lièvres

Service de navette gratuit, de 7 h à 3 h, grâce à la collaboration du gouvernement du Québec

www.expoquebec.com

Québec: 691-EXPO (3976)

Extérieur: 1 888 866-EXPO (3976)

PASSEPORT EXPO

Accès au site*	Passeport Expo 12 jours
Jusqu'à 5 ans	Gratuit
6 à 12 ans	10 \$
13 à 64 ans	22 \$
65 ans et plus	15 \$
Personne à mobilité réduite	10 \$

*Aucun remboursement en cas de pluie.

Agriculture, Pêches et Alimentation Québec

Canada

Coca-Cola

UNIBROUE

QUEBEC

LE QUÉBEC ET LE CANADA

LUTTE AU DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Aux CS de décider du moment de verser les subventions

MICHÈLE LAFERRIÈRE

MLaferriere@lesoleil.com

Les commissions scolaires disposent d'un plan de répartition des subventions que lui accorde le ministère de l'Éducation pour la lutte au décrochage. Il n'en tient qu'à elles de distribuer l'argent dans leurs écoles ciblées de milieu défavorisé.

L'enseignant Normand Morin, de l'école Roc-Amadour, a fait parvenir au SOLEIL le plan de répartition de la CS de la Capitale, dont cinq écoles secondaires ont été sélectionnées pour leur haut taux de décrochage. Pour la première année d'un plan qui en compte cinq, la CS pourrait distribuer plus d'un demi-million \$ comme ceci: 28 786 \$ à l'école Boudreau, 188 323 \$ à Jean-de-Brébeuf, 45 081 \$ à Perreault, 114 986 \$ à Roc-Amadour et

178 892 \$ à l'école secondaire Vanier.

Selon Normand Morin, qui est aussi délégué syndical de son école et membre du comité de participation des enseignants, «le personnel a voté à l'unanimité de réduire le nombre d'élèves par classe lors de l'assemblée générale de mars 2002». Or, rien n'a encore été mis en branle pour la rentrée. «On n'arrive pas à élaborer le projet, parce que la direction dit ne pas connaître le montant précis de sa subvention, expose-t-il. Il y a quelque chose de pas clair.»

Du même souffle, M. Morin ajoute que son école, pas plus que les quatre autres, n'a d'argent à donner à l'école Cardinal-Roy, qui se débat pour être incluse dans la liste des écoles secondaires ciblées par le MEQ. À la CS de la Capitale, on affirmait que les cinq écoles étaient prêtes à diluer le mon-

tant de leurs subventions pour en accommoder une sixième, exclue en raison de son programme sports/études. «Le conseil d'établissement de Roc-Amadour ne s'est jamais prononcé là-dessus, précise Normand Morin. Que le MEQ révisé ses critères, nous n'a pas d'argent de trop.»

Jeanne d'Arc Roy, directrice des services éducatifs à la CS de la Capitale, estime que la commission scolaire pourra faire «des choix différents» et distribuer l'argent autrement, en fonction des projets qui lui seront soumis et en tenant compte de l'école Cardinal-Roy. C'est la raison pour laquelle les subventions tardent à être déposées dans les écoles.

RÉACTIONS

La nouvelle parue dans le journal d'hier a suscité pas mal de commotion

au ministère de l'Éducation. La CS de la Capitale faisait état de la déception de plusieurs écoles en regard des subventions qui tardaient à entrer pour la lutte au décrochage. Elles auraient aimé en disposer dès la rentrée, dans deux semaines. Mais la CS disait devoir attendre jusqu'en novembre, le temps d'obtenir les autorisations du MEQ et de mobiliser les parents, les enseignants et les conseils d'établissement.

Nicolas Girard, attaché de presse du ministre de l'Éducation Sylvain Simard, a tenu à préciser qu'il n'en tenait qu'aux commissions scolaires de distribuer aux écoles les subventions du MEQ. Le MEQ n'a à approuver ni les diagnostics des écoles, ni leurs plans de réussite, ni leurs projets pour contrer le décrochage. «C'est la commission scolaire qui le fait et qui détermine le moment du versement des

subventions», a-t-il résumé. «La première année, l'argent sert aussi à poser les diagnostics», a renchérit Gilbert Dumont, président du comité de soutien à la réforme.

Seules les commissions scolaires des régions de Québec et de Montréal n'ont pas encore rencontré les représentants du MEQ pour discuter de l'esprit du programme «Agir autrement». Elles ont préféré attendre en septembre», affirme Nicolas Girard. Une rencontre en juin n'aurait pas permis d'accélérer le processus, soutient Jeanne d'Arc Roy, de la CS de la Capitale, puisqu'en été tout est au ralenti dans les écoles.

Le ministère de l'Éducation a annoncé en mai qu'il injecterait 125 millions \$ sur cinq ans dans 200 écoles secondaires de milieu défavorisé pour la lutte au décrochage.

D'autres députés pressent Chrétien de partir

OTTAWA (PC et LE SOLEIL) — Des députés libéraux d'arrière-ban affirment que Jean Chrétien doit se rendre à l'évidence et admettre qu'il n'obtiendra pas de révision favorable de son leadership, en février.

Le premier ministre ferait mieux de préparer sa sortie ou bien finir dans l'humiliation sa carrière politique, affirment ces députés, prêts à le dire en personne à l'intéressé, à la réunion du caucus national qui aura lieu la semaine prochaine à Saguenay.

«Le message doit être transmis au premier ministre à savoir que, même si les députés votent pour lui, les membres à la base ne vont jamais suivre», souligne Nick Discepola, élu de Vaudreuil-Dorion. «Dans mon livre, il se serait humilié lors d'un vote de révision. Pourquoi soumettre le parti à pareille épreuve?»

Un collègue torontois, Jim Karygiannis, qui était partisan de M. Chrétien avant de se retourner contre lui, offre la même analyse.

«S'il ne s'en va pas d'ici octobre, ça va saigner», lance-t-il, précisant avoir fait signer plus de 9000 nouveaux membres dans la région de Toronto, prêts à appuyer l'ancien ministre des Finances Paul Martin.

Selon lui, il serait de loin préférable que le chef libéral quitte avec élégance avant le vote de révision de l'hiver. «J'espère qu'il le fera. J'ai beaucoup de respect pour lui... Je ne voudrais pas que le premier ministre subisse un tel embarras.» M. Discepola et Karygiannis font partie des deux douzaines de députés, partisans de M. Martin, qui poussent publiquement pour convaincre M. Chrétien de s'en aller.

Mais d'autres, qui jusqu'ici sont restés sur la touche, s'expriment eux aussi. «Le parti a faim de transition, déclare Derek Lee dont le comité torontois est près de celui de M. Karygiannis. La réunion du caucus mettra sûrement cela au clair. Personne ne devrait quitter Chilcutimi sans en être bien conscient.» Un fidèle de M. Chrétien, Andy Savoy, du Nouveau-Brunswick, prévient qu'il ne peut lui garantir l'appui de la base.

Hier matin, des journaux de Toronto ont publié des commentaires de Mitchell Sharp, 91 ans, ministre dans les gouvernements Pearson et Trudeau et qui fut le mentor de M. Chrétien à son arrivée en politique fédérale, en avril 1963. M. Sharp laisse entendre que M. Chrétien souhaite simplement «terminer le travail qu'il a devant lui et ensuite quitter avec élégance».

De son côté, le ministre des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, estime que l'ex-ministre des Finances Paul Martin manque de franchise (frankness) dans sa campagne visant à amener le premier ministre Jean Chrétien à démissionner.

Habituellement, une faction dans un parti réclame un changement à la direction en raison de divergences d'opinions quant aux politiques gouvernementales, disait le ministre Dion hier, lors d'un point de presse improvisé à l'Université Laval. Il mettait les journalistes au défi d'amener le député Martin à expliquer les éléments qui l'amènent à contester le leadership de M. Chrétien. Selon le ministre, son opposition ne serait motivée que par le désir de prendre la place du PM actuel. Cela place la barre bien bas en termes de loyauté, ajoutait-il.

Le premier ministre Bernard Landry et le ministre Stéphane Dion participaient au dévoilement du buste du célèbre dominicain.

Hommage posthume au père Lévesque

MARIE CAQUETTE

Mcaquette@lesoleil.com

Plusieurs dizaines d'anciens élèves du père Georges-Henri Lévesque et de la faculté des sciences sociales de l'Université Laval assistaient hier au dévoilement d'un buste du célèbre dominicain, installé sur les pelouses au sud du pavillon Charles-de-Koninck, dans le but de commémorer son rôle dans le développement des sciences sociales au Québec.

Décédé il y a deux ans, à 97 ans, le père Lévesque a enseigné à Laval pendant plus de 20 ans où il a aussi fondé la première faculté québécoise de sciences sociales en 1943. Plusieurs fonctionnaires de haut niveau des gouvernements québécois et canadiens y ont été formés au fil des ans, rappelaient, tandis que le père Lévesque a lui-même servi de conseiller à plusieurs premiers ministres. Présent à la cérémonie, le premier ministre Landry a souligné que l'action du religieux avait contribué à donner une masse critique d'intellectuels au Québec à la veille de la Révolution tranquille.

Le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales Stéphane Dion, un diplômé des sciences sociales de l'Université Laval et fils du professeur Léon Dion qui a longtemps enseigné à cette faculté, représentait le gouvernement fédéral. Assis quasi côté à côté, dans cette réunion de famille qui mêlait péquistes et libéraux, unis dans une admiration commune pour l'œuvre du père Lévesque, MM. Landry et Dion, l'air fermé,

ont soigneusement évité de se regarder ou de se parler pendant toute la cérémonie.

La seule note à saveur politique est venue du premier ministre. Il a répliqué à une anecdote de M. Dion au sujet de l'ancien premier ministre Maurice Duplessis, ennemi juré du père Lévesque. Duplessis disait gouverner en laissant les Dominicains et les Jésuites se quereller entre eux, rappelait Stéphane Dion. Bernard Landry a glissé qu'il laisse, lui, les libéraux et les adéquistes se quereller pendant qu'il gouverne.

Tous deux ont souligné que leurs gouvernements respectifs prolongent l'œuvre africaine du dominicain. C'est le père Lévesque qui a inspiré au premier ministre fédéral Jean Chrétien l'idée que les pays du G8 doivent augmenter leur aide à l'Afrique tandis que Bernard Landry indiquait que le Québec devrait faire encore plus pour ce continent.

L'assemblée comptait de nombreuses figures connues, tel l'ex-premier ministre Jacques Parizeau, l'ancien ministre de l'Éducation Paul Gérin-Lajoie, l'acteur Jean-Louis Roux, le chanteur Richard Verreault, les anciens maires de Québec Gilles Lamontagne et Jean Pelletier. L'idée d'un buste commémoratif a été lancée par un groupe d'admirateurs animé par l'ex-comédien Pierre Valcour, peu après le décès du père Lévesque. De facture classique et juché sur un socle de bonne taille, le bronze sculpté par Léonard Simard ne suscitera pas de controverse, contrairement à ceux de René Lévesque et de Charles De Gaulle.

Lebel songe toujours à quitter le Bloc

JOCELYNE RICHER

Presse canadienne

MONTREAL — Le député bloquiste de Chambly, Ghislain Lebel, doit annoncer ce matin, s'il reste au sein du caucus du Bloc québécois ou s'il siègera désormais comme député indépendant à la Chambre des communes, à la suite de la controverse suscitée par ses déclarations récentes.

Hier, il avait demandé à son chef, Gilles Duceppe, cinq jours — soit jusqu'à lundi — pour réfléchir à son avenir. Mais lors d'une entrevue téléphonique à son domicile, en soirée, M. Lebel a dit qu'il annoncerait sa décision dès ce matin. À Radio-Canada, il a dit que les chances qu'il reste au Bloc étaient «minimes».

La journée d'hier a été fertile en événements pour le député de Chambly. En matinée, il a offert sa démission à M. Duceppe, qui l'a refusée, en lui demandant de reconsidérer sa décision.

S'il acceptait de remplir certaines conditions — présenter ses excuses à M. Duceppe, au premier ministre du Québec et à son gouvernement —, M. Lebel aurait donc la bénédiction de son chef pour demeurer au sein du caucus du Bloc.

M. Lebel est en conflit ouvert avec son parti depuis la semaine dernière, quand il a porté des attaques très dures contre le gouvernement de Bernard Landry, qu'il accuse d'avoir trahi les Québécois en signant des ententes avec quatre communautés innues de la Côte-Nord, ce qui risquerait, selon lui, de morceler le territoire du Québec. Le député a depuis été rétrogradé, perdant sa responsabilité de critique en matière de Travaux publics.

Hier matin, M. Lebel a donc présenté sa lettre de démission à son chef, jugeant que «compte tenu des récents événements, il devient de plus en plus difficile, voire impossible, de travailler ensemble». M. Duceppe s'est rendu à Saint-Marc-sur-Richelieu, en début d'après-midi, pour discuter avec le député et tenter de le convaincre de changer d'idée.

Après avoir discuté avec son chef et le whip du caucus, Pierre Brien, M. Lebel a accepté de prendre un temps de réflexion.

En point de presse, en fin d'après-midi, M. Duceppe a dit que son député «au style très coloré» lui avait présenté ses excuses, remplissant ainsi une des conditions à respecter pour conserver sa place au sein de la formation souverainiste. Le chef du Bloc a cependant refusé de dire si le pardon accordé à son député allait jusqu'à lui offrir de retrouver ses responsabilités de critique en matière de Travaux publics s'il choisissait de rester dans les rangs du parti.

M. Duceppe a insisté pour dire qu'il en avait surtout contre le ton adopté par M. Lebel, acceptant par ailleurs le fait qu'il s'oppose aux politiques du gouvernement du Québec. «J'accepte le débat», a-t-il dit, en ajoutant qu'il se fasse sur un «ton respectueux», loin des «attaques personnelles».

Yves Michaud invite le PQ à parler d'avenir

QUÉBEC (PC) — Le Parti québécois ne devra pas baser sa prochaine campagne électorale uniquement sur son bilan de gouvernement, avertit un militant péquiste de la première heure, Yves Michaud.

«Les gens ne votent jamais pour ce qu'ils ont eu. Ils votent pour ce qu'ils désirent avoir», a dit M. Michaud hier, en marge d'un témoignage qu'il a apporté devant une commission parlementaire de l'Assemblée nationale portant sur la création d'une agence d'encadrement financier.

M. Michaud, a été député libéral de Gouin de 1966 à 1970 avant de passer au Parti québécois dont il a été un des candidats en 1973. Il a été également

délégué du Québec à Paris. Il se définit comme simple militant du PQ, qui regarde la situation avec un certain détachement.

«Le Parti québécois doit se mettre à la tâche pour proposer à la prochaine élection un programme politique cohérent, de façon à ce que les Québécois puissent voter sur des idées, non pas sur des fantaisies ou des excès de jeunisme (sic). Je connais des jeunes qui sont très vieux», a dit M. Michaud.

Selon M. Michaud, le gouvernement de Lionel Jospin a été battu en France, en juin dernier, en faisant son bilan, qui n'était pourtant pas mauvais. «M. Jospin a parlé de son gouvernement, mais n'a pas parlé de l'avenir».

Il attribue les récents échecs du Parti québécois à «un peu de ressac. C'est la marée qui passe, mais l'avenir n'est pas compromis. Ce sera la boîte de Pandore avec une élection tripartite», prédit-il.

Devant la montée de l'Action démocratique de Mario Dumont, M. Michaud s'est dit inquiet. «Cela m'inquiète car les acquis de la Révolution tranquille peuvent être compromis par une formation politique dont les idées — je ne dis pas les hommes — se situent à droite de la droite. Le prochain discours politique devra être plus social que porter sur l'économisme».

Il n'a plus aucune velléité politique personnelle, mais déplore que si peu d'anciens soient élus, et que les retraités

ne soient pas représentés à l'Assemblée nationale.

Enfin, M. Michaud s'est porté à la défense du député bloquiste de Chambly, Ghislain Lebel, menacé d'être expulsé de son parti pour ses prises de position dans le dossier amérindien.

«M. Lebel a déposé un document de 80 pages qui mériterait d'être étudié sérieusement par les députés du Bloc québécois et les parlementaires», a dit M. Michaud. «Quand j'étais député en 1966, nous avions une liberté de parole plus grande. Aujourd'hui, c'est l'omerta et un député ne peut plus parler, ne peut plus exprimer sa dissidence, sans qu'il ne soit flagellé sur la place publique», a signalé l'ancien député.

LE SOLEIL vous présente les finalistes qui ont Épaté la **galerie!** *Maisons fleuries 2002*



Cette année, le concours **Maisons Fleuries** regroupait l'ensemble des citoyennes et citoyens du territoire de la nouvelle ville de Québec, soit les 8 arrondissements.

Surveillez le dévoilement des autres finalistes dans Le Soleil.

Catégorie parterre : le vendredi 16 août • Catégorie cour : le samedi 17 août • Catégorie commerce : le dimanche 18 août

Aujourd'hui, nous vous présentons les finalistes de la catégorie :

Balcon, fenêtre ou toit terrasse



Margot Bernier 97, rue de la Pointe-aux-Lièvres, App. B-3 (Québec)



Sylvie Delisle et Michel Blouin 3790, rue Croisset (Québec)



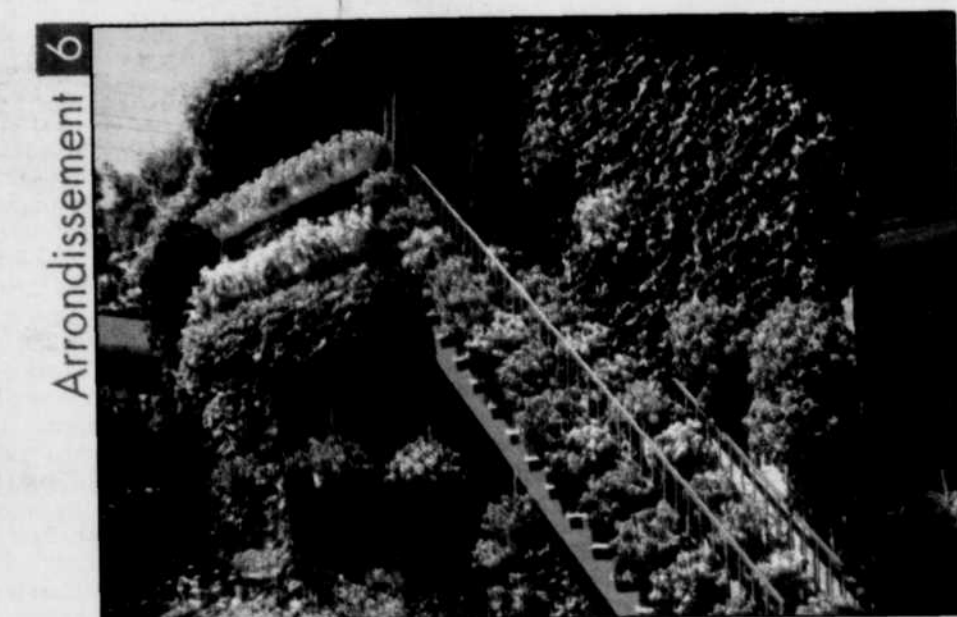
Céline Legault 2988, rue du Grand-Voyer, App.103 (Sainte-Foy)



Martin Pelletier 1182, rue de la Montagne-Des-Roches, App.201 (Charlesbourg)



Charlotte Langlois 2120, avenue de Charlevoix, App.4 (Beauport)



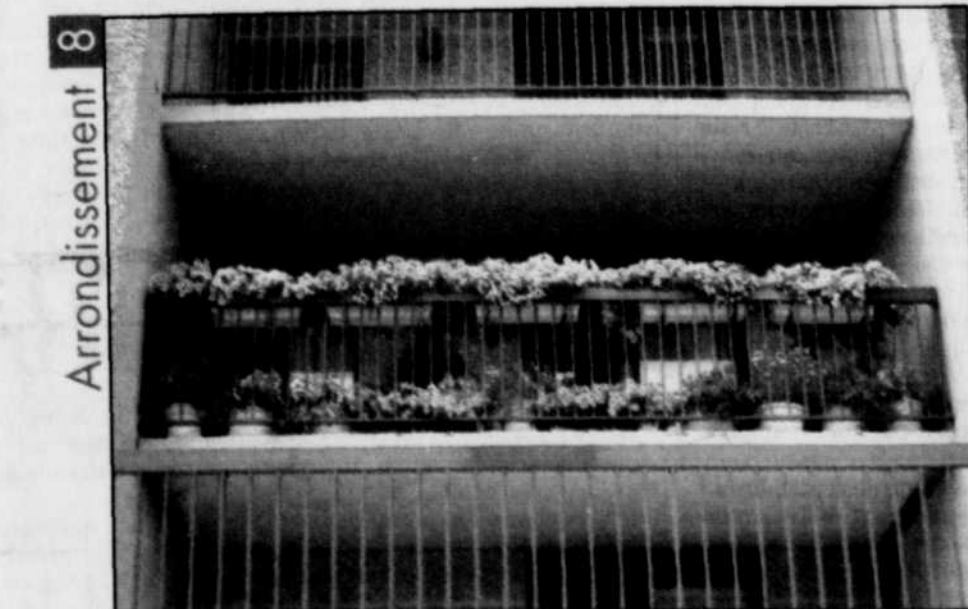
Michèle Roy 1909, avenue Maufils (Limoulu)



Arrondissement 7

Les juges n'ont retenu aucun finaliste dans cet arrondissement.

Les finalistes seront invités à la **soirée de clôture le 26 septembre 2002**. À cette occasion, le grand prix d'excellence sera remis pour chacune des catégories.



Micheline Laplante 1400, boulevard de la Chaudière, App. 202 (Cap-Rouge)

LE SOLEIL



Claude Bilodeau quitte en raison de divergences de vue avec le conseil d'administration.

Claude Bilodeau tire sa révérence

MARC SAINT-PIERRE
MSIPierre@lesoleil.com

Le fondateur et directeur général de la Maison Claude Bilodeau, Claude Bilodeau, a tiré sa révérence à la suite de divergences de vue avec le conseil d'administration.

C'est ce qu'ont confirmé le président du conseil d'administration de la maison, Jacques Ouellet, et M. Bilodeau, en évoquant des questions de gros sous, hier. « Les décisions qui étaient prises par le conseil d'administration n'étaient pas appliquées à la satisfaction de ses membres par M. Bilodeau. Le lien de confiance était virtuellement rompu. Le climat était malsain à l'intérieur de la maison », a sans ambages indiqué M. Ouellet au SOLEIL. « Depuis un certain temps déjà, le conseil d'administration faisait part à M. Bilodeau de ses inquiétudes sur la situation financière de la maison et de son fonctionnement. Un certain nombre de mesures, budgétaires et autres, lui ont été suggérées. Mais les choses en sont venues au point où le conseil d'administration a dû lui demander de suivre ses directives ou de partir », a ajouté le président Ouellet, un ancien directeur général de la commission scolaire Beauce-Etchemin maintenant à la retraite.

Du propos de M. Bilodeau, il est ressorti que sa démission a effectivement découlé des problèmes financiers de la maison d'hébergement pour joueurs compulsifs de Sainte-Marie-de-Beauce. C'est-à-dire que ses points de vue et ceux du conseil d'administration étaient incompatibles sur la façon de résoudre ces problèmes, en ce qui concerne la réduction des coûts d'opération, sur la vocation provinciale de la maison, sur la gratuité de ses services, sur l'utilisation des fonds, etc. « Je suis le premier déçu et j'en suis très touché. J'en suis à me demander si c'est moi qui aurais dû partir », a noté M. Bilodeau.

PROBLÈMES RÉELS

Ces problèmes financiers évoqués tant par M. Ouellet que M. Bilodeau sont bien réels. Leur ampleur n'a pas été précisée, mais du moins le président du conseil d'administration a-t-il fait état d'une catastrophe appréhendée si rien n'est fait. « La situation est inquiétante », a convenu M. Ouellet. Mais nous allons travailler pour maintenir la maison. Elle est là. Nous allons la faire vivre », a-t-il vivement repris, observant que la Maison Claude Bilodeau conserverait son nom.

Il y avait également matière à bisbille sur un autre point entre le fondateur de la Maison Claude Bilodeau et le conseil d'administration, en l'espèce le projet d'une autre maison pour joueurs pathologiques, à Napierville cette fois, dans la grande région de Montréal. Projet porté à bout de bras par M. Bilodeau et perçu ni plus ni moins comme une expansion de la maison de Sainte-Marie par le conseil d'administration. « Le conseil d'administration n'était pas du tout d'accord avec le projet de Napierville, un projet tout à fait légitime puisque 70 % de la clientèle de la maison de Sainte-Marie provient de la grande région de Montréal », a observé M. Bilodeau.

D'ores et déjà, une entente est conclue avec un centre multifonctionnel naguère spécialisé dans les thérapies contre les toxicomanies et l'alcoolisme qui s'occupera désormais des joueurs pathologiques. Le projet est appuyé par le milieu, les entreprises entre autres. « La maison prendra le nom de Centre Claude Bilodeau. La coupure du ruban est prévue pour la troisième semaine de septembre », a-t-il précisé, soulignant qu'il en occupera le poste de directeur général et qu'à ce titre il sera surtout chargé de la thérapie et du développement.

Il n'en continuera pas moins d'entretenir feu et lieu à Sainte-Marie au moins jusqu'en juin, quitte à voyager chaque semaine à Napierville.

À Sainte-Marie, la direction générale sera assumée par intérim par Léonil Carrier, coordonnateur des services thérapeutiques. Depuis sa fondation en 1999, quelque 530 joueurs sont passés par la Maison Claude Bilodeau.

Les grévistes de Sécur se manifestent

MAXIME BERGERON
M.Bergeron@lesoleil.com

Une vingtaine de grévistes de Sécur ont brandi leurs pancartes en face des bureaux de l'agence de sécurité Kolossal, hier matin. Histoire de rappeler que le conflit qui les oppose depuis plus d'un mois à leur employeur est encore loin d'un règlement.

À cent lieues des lignes de piquetage tonitrueuses des lock-outés de Vidéotron, la manifestation s'est déroulée dans un esprit pacifique. « Les manifestants étaient très calmes, a indiqué le porte-parole de la police de Québec, Denis Carbonneau. Les policiers sont restés en retrait et ils n'ont pas eu à intervenir. »

Pourquoi avoir ciblé l'agence Kolossal? « C'est une entreprise qui symbolise l'utilisation des briseurs de grève par le Mouvement Desjardins (propriétaire de Sécur) », a dit le président de la section locale 3512 du SCFP, Jocelyn Tremblay.

Le conflit qui perdure chez Sécur depuis le 5 juillet a été passablement éclipsé du paysage médiatique par celui de Vidéotron ces dernières semaines. Il faut dire que les « signes » de l'arrêt de travail chez le câblodistributeur — interruptions de service répétées, incendies criminels, altercations musclées — sont nettement plus tangibles pour la population que la poignée de guichets automatiques mis à sec par la grève des employés de Sécur.

« Le plan de contingence est parfaitement rodé: ce matin, seulement 15 guichets étaient à cours d'argent liquide. Dans le contexte, on peut dire que ça va très bien », a confirmé le porte-parole du Mouvement Desjardins, André Chapleau.



Les bureaux de l'agence de sécurité Kolossal ont été bardés d'autocollants par des grévistes de Sécur.

LES NÉGOS ACHOPPENT

« À la suite de la contre-offre que nous avons faite à l'employeur la semaine dernière, Sécur nous a répondu avec une offre révisée à la baisse! » a déploré Jocelyn Tremblay. Les 892 syndiqués, qui réclamaient au départ une augmentation de 18 % sur cinq ans, ont abaissé leurs exigences à 15,5 %. Ils continuent toutefois à réclamer l'accès au même régime de retraite que les employés de Desjardins. « Les négociations n'ont toujours pas avancé depuis la semaine dernière, a rappelé le porte-parole de Sécur, Lise Perras. La situation repose maintenant entre les mains du médiateur. »

IMPLANTS MAMMAIRES Le dépistage de la rupture n'est pas nécessaire

Un programme de dépistage de la rupture des implants mammaires n'est pas nécessaire, parce que rien ne prouve que le gel de silicone est toxique, selon l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé (AETMIS). La position du Québec s'aligne sur celle adoptée par les États-Unis, l'Angleterre et la France.

Les chercheurs de l'AETMIS ont consulté des experts et analysé les résultats de plusieurs sources scientifiques, dont les rapports de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé de France, l'Independent Review Group du Royaume-Uni et l'Institute of Medicine des États-Unis. Toutes les études vont dans le même sens: il n'y a pas lieu de mettre sur pied un programme de dépistage, et le gel de silicone qui s'échapperait d'une prothèse n'a pas d'effet néfaste sur la santé de la femme.

Jusqu'au début des années 90, les prothèses étaient principalement fabriquées en gel de silicone, et ce type d'implants a été retiré du marché en avril 1991. Plusieurs avaient alors réclamé un dépistage systématique de la rupture des implants. L'AETMIS conclut aujourd'hui qu'aucune donnée scientifique ne justifie un tel dépistage. Par contre, rappelle l'AETMIS, l'intégrité des implants pourra être vérifiée dans le cadre de l'examen prévu dans le Programme de dépistage du cancer du sein, ou recommandée par le médecin.

La compression occasionnée par la mammographie ne présente qu'une « possibilité minime » de causer une rupture de l'implant mais elle est très efficace pour la détecter. L'échographie est un autre moyen de détection efficace et économique. Le recours à l'IRM (imagerie à résonance magnétique), une technologie beaucoup plus coûteuse, devra être utilisée seulement lorsque les deux premiers examens sont douteux, suggère l'AETMIS, L.L.

Offres incroyables! Leon

Début aujourd'hui! À MIDI

GRANDE CÉLÉBRATION

VENTE D'OUVERTURE

OFFRE GRANDE OUVERTURE! 119\$

Table à café contemporaine
Table de bout 99\$

GRATUIT! LAMPE DE TABLE
à l'achat de tout ensemble de salon de 2 pièces ou plus

OFFRE GRANDE OUVERTURE! 699\$

Le meilleur achat en cuir de l'été!
Profitez du style et du confort de ce canapé de cuir à ce bas prix incroyable. Les dessus des sièges moelleux, des accoudoirs et des dossiers sont en cuir italien véritable. Fauteuil 499\$ Causeuse 669\$

POUR DU JAMAIS VU!

NE PAYEZ ABSOLUMENT RIEN! PAS MÊME LES TAXES! JUSQU'EN 2004

AVEC UN ACHAT MINIMUM DE 500\$ PAS D'ACOMPTE! PAS D'INTÉRÊT! PAS DE MENSUALITÉ! SUR TOUT ARTICLE EN MONTRE!

...ou à l'un de nos 2 autres magasins

CARREFOUR LES SAULES
5150, boulevard de l'Ornière
(418) 874-1077

VANIER
100, rue Chabot
(418) 683-9600

STE-FOY
Place de la Cité, boul. Laurier
(418) 657-6902

LE MONDE

Israël se prémunit contre l'Irak

Des comprimés et des vaccins en prévision d'une guerre nucléaire ou bactériologique

■ JÉRUSALEM (AP et AFP) — Inquiet des rumeurs de guerre contre l'Irak, le ministère israélien de la Santé cherche à protéger ses populations. Des comprimés contre les effets des radiations nucléaires vont bientôt être distribués à tous les citoyens et, hier, on envisageait désormais d'inoculer contre la variole les membres des services médicaux et de secours.

Selon Amos Yaron, directeur général du ministère de la Défense, la décision de distribuer des comprimés d'iode n'est pas prise à cause d'une éventuelle menace irakienne, mais pour faire face à la possibilité d'un accident nucléaire. Reste que, pendant la guerre du Golfe, en 1991, Bagdad, qui avait tiré 39 missiles Scud sur Israël, avait aussi tenté d'atteindre la centrale nucléaire de Dimona.

En outre, Yaron a expliqué que, bien que n'ayant aucune information sur une possible attaque biologique irakienne, notamment avec le virus de la variole, « nous devons être prêts pour ce qui est des immunisations, et ceux

qui sont les premiers à soigner la population doivent être immunisés ».

Cette question sera discutée en Conseil des ministres, la semaine prochaine. Selon la radio israélienne, le ministère de la Santé recommanderait la vaccination d'entre 50 000 et 150 000 préposés aux soins médicaux. Aucune précision ne sera en tous cas fournie avant la décision du gouvernement, même si plusieurs centaines de membres du ministère de la Santé ont déjà été vaccinés.

Mais tout ne se fait pas sans heurt. Arie Elad, directeur d'une équipe de conseillers spécialistes du contrôle épidémiologique, a d'ores et déjà an-

noncé qu'il avait remis sa démission, sa recommandation ayant été rejetée. Il conseillait de vacciner la totalité de la population contre la variole.

Depuis la guerre du Golfe, les Israéliens reçoivent des ensembles de protection comprenant un masque à gaz. Dans un « avenir proche », y figureront également les pilules antiradiations, à l'iode de potassium. Considérées comme la seule protection interne contre l'exposition à la radioactivité, elles permettent d'éviter le cancer de la thyroïde en lui épargnant les dégagements d'iode radioactif, mais n'offrent aucune autre garantie.

Aux États-Unis, après le 11 septembre, dans la crainte de nouvelles attaques terroristes, des stocks d'iode de potassium ont été distribués aux États, afin de pouvoir traiter tous les habitants dans un rayon de 16 kilomètres autour d'un réacteur nucléaire. Des terroristes pourraient également fabriquer une « bombe sale » à base

d'iode radioactif, mais en cas d'utilisation d'autres matières radioactives, l'iode de potassium ne serait d'aucune utilité.

MOUVEMENTS EN IRAK

Entre-temps, les agences de renseignements américaines ont détecté des mouvements autour d'une installation irakienne soupçonnée par les États-Unis d'abriter des armes bactériologiques près de Bagdad, ont annoncé hier des responsables américains.

Sous le couvert de l'anonymat, ils ont précisé que des satellites espions ont repéré des camions au complexe Taji qui comprend une installation présumée d'armes bactériologiques et une usine de production de missiles.

Ces signes, révélés par le *Washington Times* d'hier, pourraient laisser penser que l'Irak déménage du matériel ou de l'équipement. Certains analystes des renseignements estiment que les mouvements témoignent d'un

effort de Saddam Hussein pour disperser ces éléments avant une éventuelle frappe militaire américaine.

Il y a deux semaines, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, avait déclaré à la presse qu'il était possible de dire que l'Irak avait développé des laboratoires mobiles d'armes bactériologiques.

D'autre part, les États-Unis auraient offert une aide de 6,6 MSUS aux organisations non gouvernementales (ONG) pour qu'elles mènent à bien une demi-douzaine de missions humanitaires en Irak et dans les pays voisins exposés en cas d'attaque américaine sur Bagdad, rapporte aujourd'hui *The Financial Times* de Londres.

Par ailleurs, des opposants au président de l'Irak ont blessé par balles son fils cadet Qusai lors d'une tentative d'assassinat à Bagdad, il y a deux semaines, a affirmé hier le Congrès national irakien, un groupe d'opposition basé à Londres.

Ratissage pour arrêter Karadzic

CELEBICI (d'après AFP) — Les troupes de la Force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie (SFOR) ont une fois de plus envahi hier le petit village de Celebici, dans le sud-est de la Bosnie, pour tenter de retrouver Radovan Karadzic, le suspect le plus recherché par le Tribunal pénal international.

Selon les habitants du village, de très nombreux soldats ont envahi cette localité, située dans la partie serbe de la Bosnie, que la SFOR considère comme l'un des endroits où se cache l'ancien leader des Serbes de Bosnie.

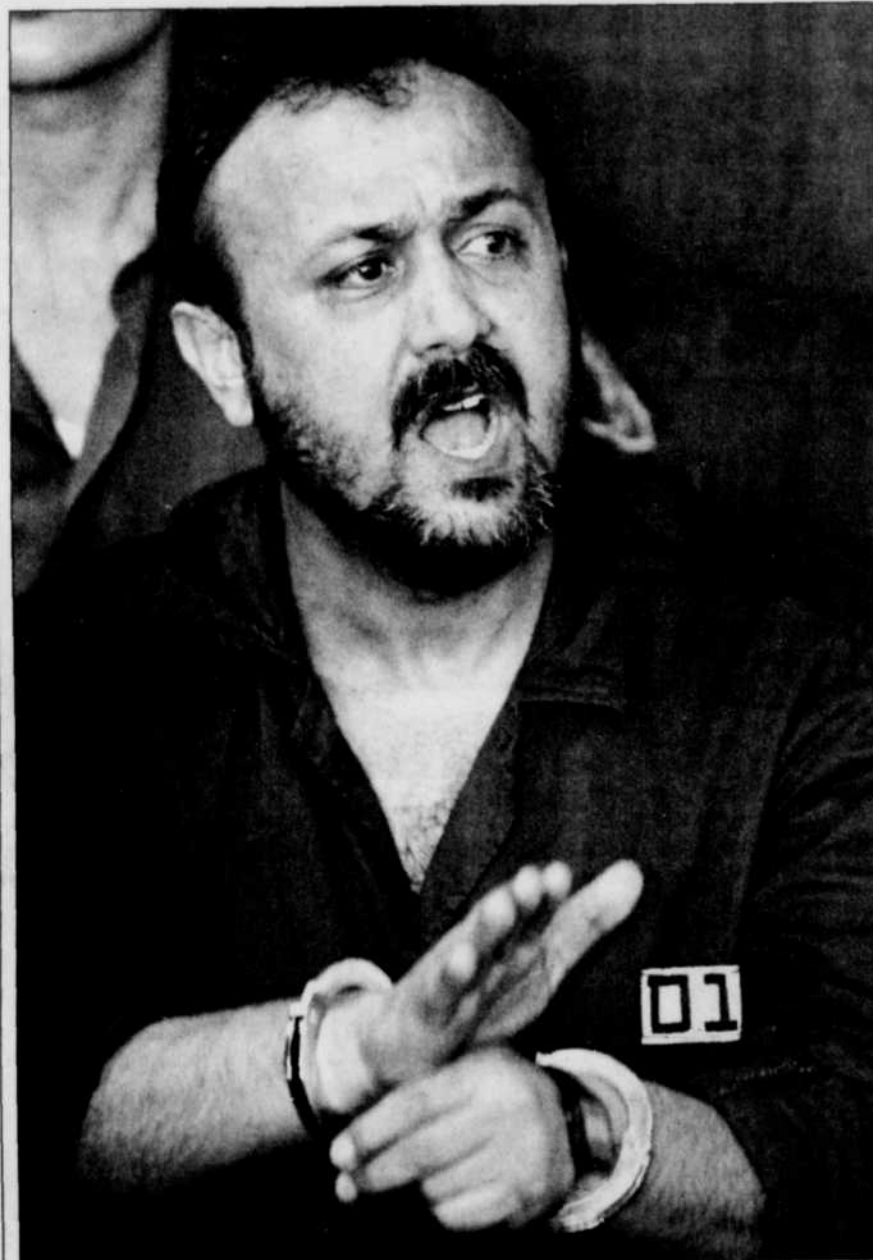
« Ils ne nous ont pas parlé, ils n'ont pas fouillé les maisons. Ils ont juste établi des points de contrôle dans le village et fouillé les véhicules », a déclaré Milko Todoric, un enseignant.

Selon lui, les soldats sont entrés dans le bâtiment du centre culturel, devant lequel ont pris position quatre véhicules blindés.

Ils ont aussi déployé des rouleaux de fils de fer barbelés et installé des barrières aux points d'accès au village, qui ne compte que quelques centaines d'habitants. Le téléphone a été brièvement coupé.

Hier soir, des hélicoptères de la SFOR survolaient le village à basse altitude, s'intéressant aux rares véhicules en circulation.

Selon le porte-parole de la SFOR, il ne s'agissait pas de retrouver Radovan Karadzic, mais de vérifier les « nombreuses informations » parvenues à la SFOR sur sa localisation et ses déplacements...



Accusé de meurtres, le secrétaire général du Fatah d'Arafat, Marwan Barghout, a défié Israël en déclarant, hier, que le soulèvement palestinien vaincra...

Barghouthi inculpé et un chef du Hamas tué

■ TEL AVIV (d'après AFP) — Israël a formellement inculpé de meurtre, hier, Marwan Barghouti, le responsable palestinien le plus important jamais traduit devant un tribunal civil israélien, tandis que deux Palestiniens, dont un chef du groupe radical Hamas, ont été tués lors d'une opération israélienne.

M. Barghouti, 43 ans, chef du Fatah pour la Cisjordanie, a été accusé devant un tribunal de Tel-Aviv de « meurtres, complicité de meurtre, tentatives de meurtre, participation à une organisation terroriste, détention d'armes et d'explosifs » pour lesquels il encourt la prison à vie.

Le procureur l'a aussi accusé de diriger les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, un groupe armé lié au mouvement Fatah du président Yasser Arafat, responsable d'attentats sanglants anti-israéliens.

« Seules la paix et la fin de l'occupation (israélienne) apporteront la sécurité aux deux peuples. Le peuple israélien paie un prix très élevé pour la politique de son gouvernement », a lancé M. Barghouti.

La première audience du procès a été fixée au 5 septembre, et ses défenseurs contestent le droit d'un tribunal israélien de le traduire en justice, car il est député du Conseil législatif.

En Cisjordanie, l'armée israélienne a tué un chef militaire du Hamas lors d'une opération à Toubas, en Cisjordanie, au cours de laquelle un second Palestinien a trouvé la mort.

L'armée a annoncé que le chef des Brigades Ezzedine al-Qassam à Jérusalem, Nasser Jarrar, 44 ans, recherché par Israël, avait été « tué lors d'une

opération à Toubas ». Un second Palestinien, Nidal Abou Mohsen, 19 ans, a été tué dans l'opération, mais les circonstances de sa mort ont donné lieu à des versions différentes de sa famille et de l'armée.

Sa famille a accusé les soldats de l'avoir tué par balles après l'avoir utilisé comme « bouclier humain » pour pénétrer dans l'appartement où se trouvait le chef du Hamas et il aurait été tué par une balle israélienne.

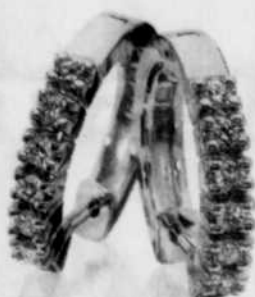
En revanche, l'armée, qui a affirmé l'avoir seulement utilisé pour négocier avec les Palestiniens retranchés dans la maison, a accusé ces derniers de l'avoir abattu.

En outre, le cabinet de sécurité israélien a approuvé le tracé du premier tronçon de 107 km d'une clôture de sécurité qui longera sur 350 km la « ligne verte », entre la Cisjordanie et Israël, pour freiner les infiltrations de kamikazes palestiniens.

Israël a par ailleurs annoncé qu'il allait débloquer, la semaine prochaine, une nouvelle tranche de 15 MSUS d'avoirs palestiniens gelés, à l'issue d'une réunion du chef de la diplomatie Shimon Peres avec une délégation palestinienne conduite par Saeb Erakat. Un montant supplémentaire sera transféré aux Palestiniens au début de la semaine prochaine.

L'occasion fait le bonheur.
L'émotion en boîte.

De notre collection Classique, pendentif à cœur orné de diamants, en or blanc ou jaune, à compter de 1 100 \$; boucles d'oreille à diamants, en or blanc et jaune, 1 200 \$.



BIRKS
DIAMANTS. depuis 1879



Place Ste-Foy, 653-4035
1 800 682 2622 www.birks.com

VÉHICULES RÉCRÉATIFS

BOLDUC

Vente
Consignation
Pièces - Service

18A RUE DE L'ANSE BEAUMONT
SORTIE 337 AUT 20

TEL: 833-4990 1-877-833-4990

PROWLER-WILDERNESS-BIGFOOT-PLEASURE WAY

CLASSE C BIGFOOT

Liquidation 2002

LE CLASSE C LE PLUS LUXUEUX ET LE PLUS ISOLÉ EN AMÉRIQUE DU NORD -40 CELSIUS

RABAIS
DE 4 000\$ À 8 000\$

2 DERNIERS EN STOCK



PLEASURE WAY 2002

NOUVEAU MODÈLE SUR FORD PLUS LONG PLUS LARGE PLUS HAUT UNE COCHE AU DESSUS DE LA COMPÉTITION À MOINDRE PRIX

TRAVERSE DE PLEASURE WAY 2002

LE PLUS POPULAIRE DE SA CATÉGORIE UNE VISITE VOUS EN CONVAINCRA

ROULOTTE ET FIFTH WHEEL PROWLER ET WILDERNESS 2002 EN LIQUIDATION.



2 DERNIERS EN STOCK

POURQUOI VÉHICULES RÉCRÉATIFS BOLDUC POUR LE PRIX, LE SERVICE ET L'ACCUEIL

INFORMEZ-VOUS À NOS CLIENTS DÉJÀ SATISFAITS.

Sélection de robes, chandails, chemisiers, etc.

39\$ et moins

ainsi qu'un

rabais

de **50%**

à **80%**

Sur toutes nos autres collections d'été

Vente finale / 6 à 22 ans

Fermé le DIMANCHE

LUCETTE LAMONTAGNE

833, avenue Myrand, Sainte-Foy
681-0249

EN BREF

ÉTATS-UNIS

Mexicain exécuté

■ WASHINGTON — La Cour suprême des États-Unis a refusé, hier, de surseoir à l'exécution d'un ressortissant mexicain, objet d'une mobilisation internationale, qui a, de fait, été exécuté hier à 18 h 23, heure du Texas. La décision de la Cour a été annoncée un peu plus d'une heure avant l'exécution par injection de Javier Suarez Medina, 33 ans, à Huntsville, au Texas. Dans un communiqué, la plus haute instance judiciaire des États-Unis, qui représentait la dernière chance du condamné, a simplement indiqué que « la demande pour un report de l'exécution (...) est refusée ». Suarez Medina, à l'époque âgé de 19 ans, avait été condamné pour avoir tué par balle en 1988 un policier en civil de Dallas qui participait à une opération antidrogue. (AFP)

COLOMBIE

Un général de choc

■ BOGOTÁ — Un général de choc, Teodoro Campo, connu pour son intégrité, a pris hier les rênes d'une police en crise en Colombie, après l'éclatement d'une vague de scandales dans ce corps de 100 000 hommes. Âgé de 58 ans, le général Campo, mis à la retraite en octobre 2000 par l'ex-président Andrés Pastrana, remplace Luis-Ernesto Gilibert, qui avait démissionné lundi après deux ans à la tête de la police nationale. Même si cette fonction revient de par la loi à un officier de l'active, l'état de services du général Campo a permis sa réintégration dans les cadres par le président de droite Alvaro Uribe avant sa nomination dans la foulée pour remplacer le général Gilibert. Le nouveau directeur de la police nationale commande une institution chargée en priorité d'appliquer le Plan Colombie antidrogue, avec une aide américaine de deux milliards \$US depuis 2000, pour éradiquer les plantations de coca dans le pays andin, premier producteur mondial de cocaïne avec 580 tonnes par an. (AFP)

ARGENTINE

Les enlèvements...

■ BUENOS AIRES — Armée de cocktails Molotov, la foule en colère a attaqué et incendié le commissariat de police, aux cris de « Justice ! », les forces de l'ordre ripostant à coups de balles en plastique. L'émeute a été déclenchée par la découverte dans un étang du corps sans vie de Diego Peralta, 17 ans, dernière victime en date du nouveau fléau qui frappe l'Argentine en crise : les enlèvements contre rançon. Pour beaucoup d'Argentins, la police est impuissante. « C'est vraiment l'anarchie », déplore José Raul Iglesias, lui-même brièvement kidnappé. « Même avec plus de policiers dans les rues, ça n'est pas assez pour arrêter le crime. » La pauvreté, la misère, le besoin d'argent liquide, le chômage croissant se sont emparés de Buenos Aires, autrefois la capitale la plus sûre de toute l'Amérique latine. Et les criminels y sont de plus en plus désespérés. Il y a donc les « enlèvements express », quelques heures à peine si les proches réunissent rapidement l'argent de la rançon. D'autres durent des semaines, et coûtent des centaines de milliers de dollars. Ces dernières semaines, ont été enlevés des hommes d'affaires de premier plan, des stars sportives, mais aussi des centaines d'Argentins ordinaires, comme l'étudiant Diego Peralta. (AP)

VENEZUELA

Refus de juger quatre putschistes

■ CARACAS (d'après AFP) — Le président du Tribunal suprême de justice (TSJ) du Venezuela, Ivan Rincon, a annoncé hier, à Caracas, le rejet par l'instance judiciaire suprême d'une requête visant à traduire en justice quatre hauts officiers impliqués dans la tentative de coup d'État d'avril dernier contre le président Hugo Chavez.

Selon l'avocat de la défense, René Burroz Arismendi, ayant été le premier à annoncer la décision du TSJ, 11 des 20 magistrats du tribunal ont voté contre le jugement des militaires et huit pour, un magistrat étant absent.

Peu après l'annonce du verdict du TSJ, des incidents ont opposé dans le centre de Caracas des partisans du président Hugo Chavez, qui tentaient de se diriger vers le tribunal, à des membres de la Garde nationale, qui ont fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser.

Les quatre militaires concernés sont le général de division Efraim Vasquez, ex-commandant de l'armée de terre, le général de brigade Pedro Pereira, ex-chef de l'état-major conjoint des forces armées (CUFAN), le vice-amiral Hector Ramirez Perez, ex-chef de l'état-major de la marine, et le contre-amiral Daniel Comisso Urdaneta.

Le général Vasquez avait retiré l'appui de l'armée de terre à M. Chavez, le 12 avril, et ordonné sa détention, tandis que le vice-amiral Ramirez Perez avait été nommé ministre de la Défense du gouvernement mis en place par

les putschistes et dirigé par le chef du patronat Pedro Carmona, réfugié depuis la fin de mai en Colombie.

Soutenus par l'opposition, les quatre officiers arguent qu'il n'y a pas eu de rébellion militaire, car il n'y a pas eu usage d'armes, et que leur attitude n'a été motivée que par la supposée démission de Hugo Chavez, annoncée alors par le général en chef Lucas Rincon, mis récemment à la retraite.

Le président Chavez avait été arrêté dans la nuit du 11 au 12 avril et écarté du pouvoir pendant 47 heures par une junte civilo-militaire, avant d'être restauré dans ses fonctions grâce à la mobilisation de dizaines de milliers de ses partisans descendus dans les rues, ainsi que d'officiers loyaux.

Deux autres requêtes, déposées par le procureur général Isaias Rodriguez pour juger les quatre officiers, avaient déjà été rejetées par la majorité des magistrats du TSJ, ces deux dernières semaines.

AUTRE PUTSCH APPRÉHENDÉ

Avant le jugement, les États-Unis ont laissé entendre, hier, qu'un coup



Le président Hugo Chavez a appelé au calme, hier, après le refus du Tribunal suprême de juger quatre officiers pour le putsch raté contre lui, en avril.

d'État était possible au Venezuela, dans un avertissement destiné aux Américains résidant dans ce pays.

Par l'intermédiaire de son ambassade à Caracas, le département d'État a demandé à ses ressortissants de suivre avec attention les informations locales pour noter d'éventuels changements soudains dans leur contenu.

Cet avertissement est intervenu alors que le Venezuela se préparait à des manifestations autour de la déci-

sion du TSJ. « Ces rassemblements pourraient devenir violents », a averti l'ambassade dans un communiqué.

« L'ambassade rappelle à tous les citoyens américains qu'ils doivent faire preuve de prudence et éviter toutes les zones concernées par ces manifestations et rassemblements. Il doivent en outre surveiller les informations, car tout changement soudain dans leur format ou leur contenu peut manifester un changement de circonstances. »



solde
d'échantillons de plancher
jusqu'à **50%** de rabais

**SIGNATURE
MAURICE
TANGUAY**

Québec Place Ste-Foy, 2^e étage
(418) 650-6244
1 866 824-7848

vente
d'entrepôt
CLÉMENT

70%
de rabais
sur les vêtements
printemps-été

dès le jeudi
15 août

entrepôt Clément
(418) 626-0006
info@clément.qc.ca

concept mode
CLÉMENT

5830, boul. Pierre-Bertrand

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

Coleraine en deuil

■ Nouvelle perte pour Coleraine: une de ses résidentes, Nicole Martin, 38 ans, est morte hier après avoir perdu le contrôle de son véhicule sur la route 112, à Beaulac. Cruel hasard, les derniers instants de la dame ont été captés vers 10 h par une équipe de télévision qui se rendait sur les lieux d'un autre accident, celui qui a coûté la vie à trois personnes, lundi soir à Coleraine. Le journaliste de TVA et son cameraman ont remarqué que la camionnette qui les précédait — conduite par M^{me} Martin — louvoyait dangereusement. Ils ont averti les policiers après l'avoir vu pénétrer dans l'entrée d'une résidence qu'ils croyaient être son domicile. Seulement, la dame a repris la route quelques minutes plus tard pour capoter et finir dans un fossé. La Sûreté du Québec a demandé une analyse toxicologique sur le cadavre. Le comportement de la victime filmé par TVA, et les bouteilles de bière trouvées dans le véhicule, laissent croire qu'elle était sous l'influence de la drogue ou de l'alcool. M.B.

PIÉTON HAPPÉ À LÉVIS Ivresse au volant

■ Le conducteur qui a happé mortellement Paul Rodrigue, 59 ans, alors qu'il promenait tranquillement son chien dans le chemin Bord-de-l'eau, mardi soir, à Saint-Henri, a été formellement accusé de conduite avec les capacités affaiblies ayant causé la mort. Il a comparu hier après-midi au palais de justice de Québec. Stéphane Deschênes, 25 ans, aurait complètement traversé la route avec son Jeep YJ pour aller heurter le piéton, qui marchait en sens inverse. L'enquête sous caution doit avoir lieu aujourd'hui. La Couronne s'est opposée à sa remise en liberté. M.B.

Lachance identifié

■ L'autopsie faite mardi sur le corps retrouvé vendredi dernier aux abords de l'autoroute 73 a démontré qu'il s'agit bel et bien de Jean-François Lachance. Réalisé au laboratoire de police scientifique et de médecine légale à Montréal, l'examen du cadavre a aussi prouvé que l'homme n'a pas été assassiné. «Vu son état de décomposition avancée, les spécialistes ne sont pas certains de savoir un jour ce qui s'est réellement passé», a dit le porte-parole de la Sûreté du Québec, Richard Gagné. Jean-François Lachance, 27 ans, et épileptique, était porté disparu depuis le 26 juillet. Il avait quitté le domicile familial, sans emporter ses médicaments, pour aller à bicyclette chez un copain, à Saint-Lambert. M.B.

Jugé non responsable

■ Robert Poulin, accusé d'avoir lourdement endommagé une auto patrouille de la SQ et d'avoir tiré des coups de feu lors d'une intervention policière à sa résidence de Sainte-Praxède, le 6 juillet, a été jugé non responsable, pour cause de troubles mentaux, des accusations qui pesaient contre lui. Les résultats des examens psychiatriques subis par le père de famille de 44 ans depuis un mois ont démontré qu'il souffrait de dépression au moment où il a posé ces gestes. Certaines conditions lui ont cependant été imposées. L.B.

THETFORD MINES

La SQ saisit 900 000 \$ de marijuana en plein bois

IAN BUSSIÈRES

Collaboration spéciale

■ THETFORD MINES — La Sûreté du Québec a découvert mardi une importante plantation de marijuana dans une forêt du Rang 3 à Thetford Mines, mettant la main sur 456 plants de trois pieds et plus, évalués à environ 900 000 \$ sur le marché noir.

«Il s'agit d'une bonne saisie puisque dans ce type de culture, il est rare que les producteurs cultivent sur un aussi grand espace. Généralement, ils préfèrent y aller avec des petits îlots dispersés, pour éviter de tout perdre en

cas de saisie», explique le porte-parole de la SQ, l'agent Richard Gagné.

C'est une enquête entreprise il y a quelques mois par la SQ de la MRC de l'Amiante qui a permis de mettre à jour cette plantation. «Nous n'avons

présentement effectué aucune arrestation dans ce dossier, mais l'enquête se poursuit», explique l'agent Gagné.

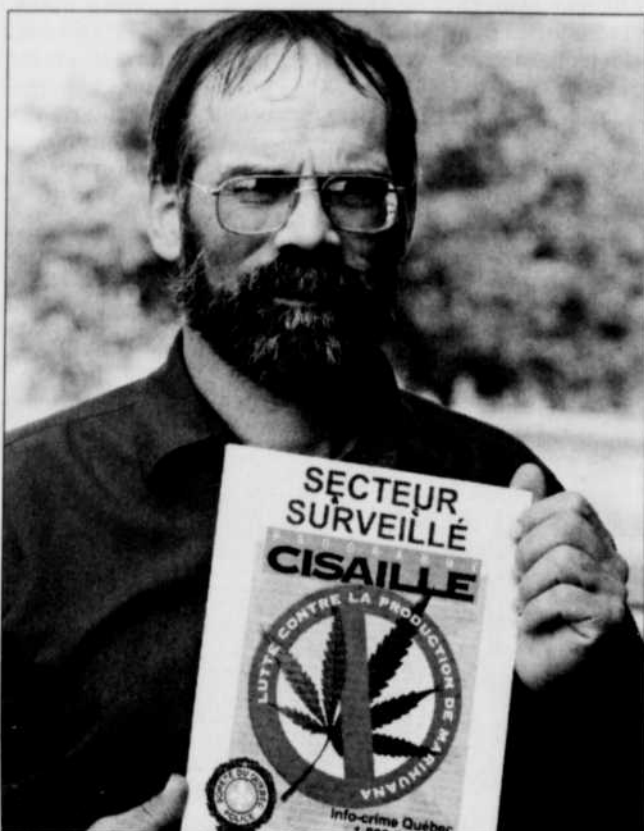
PÉPINIÈRE DE CANNABIS

La région de l'Amiante est considérée par plusieurs comme une pépinière de producteurs de cannabis, dont plusieurs ont défilé devant les tribunaux au cours des dernières années. L'Opération Cisaille aurait d'ailleurs incité plusieurs propriétaires à dénoncer la présence de plants de marijuana sur leurs terres.

Cette situation avait même incité le

juge Jean-François Dionne à faire une sortie en règle ce printemps, alors qu'il condamnait un homme de 40 ans coupable d'avoir produit de la marijuana dans sa résidence de Saint-Jacques-de-Leeds.

«Dans cette région où je siège contre vents et marées depuis plusieurs années, il y a eu recrudescence des productions de cannabis et je ne vois qu'une raison à cela, c'est que des gens désirent faire une "passe vite", des gains rapides», avait lancé le magistrat avant d'imposer une peine dissuasive de 12 mois de prison au prévenu.



Maurice Vigneault, président de l'UPA Lotbinière-Mégantic, présente le nouvel outil de la SQ.

Les affiches du projet Cisaille s'envolent

MAXIME BERGERON

M.Bergeron@lesoleil.com

Le programme Cisaille de la Sûreté du Québec (SQ) remporte un succès grandissant auprès des agriculteurs, las de voir leurs champs squattés par des cultivateurs de cannabis. Les fermiers ont donc reçu très positivement le nouvel outil de la SQ: une simple pancarte indiquant que les policiers ont libre accès à leurs terres.

«L'intérêt des agriculteurs ne m'a pas du tout étonné, parce que c'est un moyen très facile pour eux d'afficher clairement leurs intentions», a dit le président de l'Union des producteurs agricoles (UPA) pour Lotbinière-Mégantic, Maurice Vigneault. Dès lundi soir, moment où la SQ a organisé une rencontre d'information à Laurier-Station, dans Lotbinière, les demandes pour obtenir des affiches ont afflué.

«Définitivement, les médias nous ont beaucoup aidé à rejoindre les gens qui n'étaient pas

présents à cette réunion», a observé le porte-parole de la SQ, Richard Gagné. L'événement de lundi, qui n'a attiré qu'une trentaine de citoyens, était organisé afin de stimuler la dénonciation chez les fermiers victimes d'intimidation de la part de producteurs de pot.

528 799 PLANTS SAISIS EN 2001

Cisaille a porté ses fruits depuis sa naissance: le nombre de plants de marijuana saisis au Québec a bondi de 74 806 en 1993 à 528 799 en 2001. Et la volonté des agriculteurs de faire grimper ce chiffre est bien réelle. «On pense vraiment que la collaboration avec la SQ représente l'approche numéro un à adopter», a dit M. Vigneault.

Le projet-pilote de la SQ — qui sera nationalisé dès l'an prochain s'il procure des résultats probants — laisse toutefois dubitatif le préfet de Lotbinière, Rénald Mongrain. «Personnellement, je ne fais pas tellement confiance à ces pancartes-là. On a affaire à une organisation criminelle! Je ne pense pas qu'ils vont s'arrêter à lire ça.»

Les agriculteurs s'empressent d'afficher que les policiers ont libre accès à leurs terres

Trois mois d'occupation n'auront pas changé la vocation du 920 de la Chevrolière

ROBERT FLEURY

R.Fleury@lesoleil.com

Les squatters ne désarment pas. Hier, ils ont paradé bruyamment devant la société Casot et sur les marches de l'hôtel de ville de Québec, réclamant le retrait du promoteur des condos de luxe qu'il veut construire sur l'îlot Berthelot, et que le 920 de la Chevrolière soit conservé et remis au Comité populaire Saint-Jean-Baptiste. Mais la Ville ne reculera pas. En septembre, elle cédera les terrains aux deux promoteurs, assure le vice-président du comité exécutif, Claude Larose.

Issu de la crise du logement, le squat de la rue de la Chevrolière, sur la colline parlementaire, a trois mois. Il rassemble une douzaine d'individus provenant de divers groupes de pression

proches du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, occupant de ce fait deux grands logements d'une maison vouée à la démolition.

«C'est inacceptable qu'on démolisse une bâtisse viable et qu'on transforme des logements en condos alors qu'il y a encore une grave crise du logement», commente Robin Couture, son porte-parole. Il réclame que le moratoire sur la transformation de logements en condos devienne permanent et que les gouvernements accélèrent la construction de logements sociaux.

DU LOGEMENT MIXTE

Les squatters affirment ne pas avoir les moyens de payer les 790 \$ réclamés pour un quatre pièces et demie, et proposent que l'un des logements occupés soit transformé en coop mais

que l'autre soit cédé au Comité populaire Saint-Jean-Baptiste pour en faire un espace communautaire.

À la Ville de Québec, Claude Larose affirme que plus rien n'empêche que le site de l'îlot Berthelot soit cédé aux deux promoteurs, Casot et Sosaco, les deux développeurs s'étant entendus pour partager les futures constructions en logements coopératifs et en copropriétés. S'il y a eu un délai de deux ans, c'est parce que les titres de propriétés devaient d'abord être clarifiés, explique-t-il.

«Nous avons consulté le comité des citoyens et le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste pour en faire de l'habitation», rappelle M. Larose.

Celui-ci indique qu'une centaine de logements s'ajouteront ainsi, au total, d'ici juillet 2003 dont un peu plus de la

moitié en logements coopératifs, la coopérative existante ayant déjà rénové 25 logements parmi les immeubles existants.

«Elle a considéré que le 920 de la Chevrolière était trop détérioré pour être rénové à prix raisonnable. Il lui appartient de choisir de garder ou non l'édifice ou encore de prévoir un espace communautaire ou non», observe M. Larose.

C'est pour éviter de former des ghettos de logements sociaux que la Ville privilégie la mixité dans les grands ensembles à construire.

Quant à la tolérance de la Ville envers les squatters, M. Larose affirme qu'ils ne dérangent personne pour l'instant, mais qu'il appartiendra à la coopérative de prendre possession des lieux...



Grand-maman,
je préfère ton lit!

Le vrai spécialiste du lit articulé à Québec

Contactez dès maintenant Le Lit National et... attendez-vous à recevoir souvent de la petite visite!

Meilleurs prix! • Meilleur choix!

36 versements sans frais, sans intérêt*

Lit articulé (39 po X 80 po.) incluant

- Vibromasseur
- 2 moteurs
- Matelas 510 ressorts
- Garantie de 20 ans sur châssis

Des avantages pour vous:

- Permet la lecture au lit
- Favorise un bon sommeil
- Facilite la respiration
- Offre un choix de positions pour un confort maximal
- Diminue le reflux gastrique

4444\$

Sujet à l'approbation du crédit

* Valable jusqu'au 14 septembre 2002



Photo à titre indicatif

LE LIT NATIONAL

La Maison du lit articulé à Québec

Je dors mieux, je vis mieux!

26, rue Marie-de-l'Incarnation, Québec (Québec) G1N 3E7
Téléphone: (418) 683-6020 • Internet: www.lelitnational.com
Ouvert du lundi au samedi

LA SANTÉ DE VOS OS EST IMPORTANTE!

Vous êtes une femme âgée de 55 à 80 ans et vous êtes ménopausée depuis 5 ans

- vous ne recevez pas de traitement contre l'ostéoporose;
- vous ne prenez pas d'hormones.

Vous pourriez participer à un projet de recherche, d'une durée de 2 ans, portant sur le traitement de l'ostéoporose mené par une équipe expérimentée dans le domaine, sous la supervision du Dr Jacques Brown.

Si vous êtes admissible, vous recevrez gratuitement le médicament à l'étude (prise orale quotidienne vs prise orale mensuelle) ainsi que des suppléments de calcium et de vitamine D.

Ce projet a été approuvé par le comité d'éthique de la recherche clinique du CHUL du CHUQ (52.05.03).

Pour plus d'information communiquez avec Le groupe de recherche sur les maladies osseuses avec le Dr Jacques Brown.

Téléphone:
(418) 990-0751
(en tout temps)





Dans les mains de Doralice Horn, les feuilles de maïs séchées deviennent figurines de jeux d'échecs ou crèches de Noël.

Artisane jusqu'au bout des doigts

Le Brésil vient se montrer à Expo Québec

MANUELLE LÉGARÉ
Mlegare@lesoleil.com

Dans les mains de Doralice Horn, les feuilles de maïs séchées se transforment en figurines de jeux d'échecs ou en crèches de Noël miniatures. Artisane jusqu'au bout des doigts, elle fait partie de la délégation brésilienne qui investira jusqu'au 25 août l'un des pavillons d'Expo Québec.

Doralice habite Curitiba, capitale de l'État de Paraná, l'une des quatre régions en vedette au pavillon du Brésil. Son nom de famille n'a rien de brésilien, puisqu'elle a épousé un Allemand, «Brésilien de cœur», précise-t-elle. Quoi d'étonnant quand on sait que plus de 5,5 millions de Brésiliens, sur une population de 175 millions, sont d'origine allemande.

Les œuvres que Doralice confectionne avec une patience angélique reflètent toutefois sa région, qui arrive en tête du pays pour sa production céréalière. La famille de Doralice a développé, il y a 25 ans, cette façon de récupérer l'enveloppe des

épis de maïs pour en faire des personnages à l'apparence typique d'une région brésilienne. Le matériel est toujours le même, la façon de travailler aussi. Outre Doralice, ils sont une dizaine à triturer les feuilles séchées dans un petit atelier qui sert aussi de chalet. «Ce sont en majorité des gens de ma famille», dit-elle.

Installée à côté d'un panier d'osier rempli d'épis, un sac rempli de ficelle, Doralice travaille parmi les visiteurs. Tout près, un homme sculpte le bois, tandis qu'un potier s'active à quelques mètres de la scène où se produit toutes les heures une troupe de danse originaire de Santa Catarina. L'air climatisé des lieux force le visiteur à user d'imagination pour se plonger complètement dans la chaleur de l'Amérique du Sud. Pour savourer le pays, il suffit de tendre l'oreille pour capter le chaud accent portugais ou d'aller se promener pour déguster quelques mets typiques.

Les artisans et danseurs brésiliens animeront le pavillon Brésil—Couleurs du sud tout au long d'Expo Québec.



INONDATIONS EN BEAUCE

Les maires veulent rencontrer André Boisclair

■ SAINT-GEORGES — À la suite des pluies diluviennes du 1^{er} juillet, les préfets des MRC de Beauce-Sartigan et de Robert-Cliche sollicitent l'aide du ministre André Boisclair. Lors de la rencontre des maires, qui a eu lieu cette semaine, MM. Luc Lemieux et H-Marcel Veilleux ont résolu de rencontrer M. Boisclair, afin de lui demander une aide ad-

ditionnelle. Les MRC reconnaissent avoir la responsabilité de la gestion des cours d'eau. Toutefois, l'appel d'offres lancé auprès de firmes privées pour inventorier les dommages occasionnés par les déversements imprévisibles de la rivière Le Bras se chiffre à plus de 40 000\$. Les élus iront aussi frapper à la porte de Linda Goupil. L.D.

La vie... sans souci!
Système de sécurité
pour moins de 1\$ par jour!

Profitez de la vie sans souci pour
seulement 29,95\$ par mois,
incluant :

- Le système de sécurité First Alert Professionnel.
- L'installation et l'activation de votre système.
- Service de télésurveillance 24 heures Protection.



Profitez-en
dès maintenant!



Protectron
SYSTEMES DE SECURITE

1 800 811-1818

www.protectron.com

Obtenez

50\$

Sur l'ajout d'équipement*
à l'achat d'un système de
sécurité résidentiel Protectron.

* Présentez ce coupon au conseiller Protectron ou un de ses agents autorisés au moment de l'achat. Certaines conditions s'appliquent. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Offre d'une durée limitée.

de rabais



Protectron
SYSTEMES DE SECURITE

R.B.Q. 8281-1241-45

GRAND SOLDE SEMI-ANNUEL

CETTE SEMAINE NOUS PAYONS LA TPS POUR VOUS OU PAYEZ EN 24 VERSEMENTS ÉGAUX



TOUJOURS AVEC LA PASSION AU COEUR...
DEPUIS 1956, COMPLICE DE VOTRE INTÉRIEUR.

Contemporain — Roche Bobois — Espace La-Z-Boy®: 9-10-18, rue Courcellette, (angle rue Marie-de-l'Incarnation)
Classique — Espace La-Z-Boy®: 1215-1221, boul. Charest Ouest • 681-0171 • 1 800 463-2277 • www.lagaleriedumeuble.com

**LA GALERIE
DU MEUBLE**
DÉCORATION INTÉRIEURE

L'EST ET LA CÔTE-NORD

Électrochoc de 1,2 million \$ pour l'Éco-Village de Charlevoix

SYLVAIN DESMEULES
Collaboration spéciale

LA MALBAIE — Le gouvernement du Québec n'a pas abandonné le projet de l'Éco-Village de Charlevoix. Il injecte 1,2 million \$ sur deux ans et confie à André Magny la présidence du comité d'implantation qui a, ni plus ni moins, la lourde tâche de relancer un projet qu'on croyait agonisant.

« Je crois beaucoup au potentiel écotouristique de la région de Charlevoix et, en même temps, le camp Arthur-Savard est un produit exceptionnel avec une approche inusitée. Jusqu'à maintenant, l'effort a été concentré à la mise en place des effectifs, il n'y a pas eu beaucoup d'efforts dans le développement et la mise en marché, et c'est là que réside mon principal mandat », a expliqué M. Magny, qui possède sa résidence secondaire dans Charlevoix.

Éco-Village, situé à Saint-Siméon, est né en 1998. Deux principales infrastructures composent ce concept récréotouristique : le camp Arthur-Savard, regroupement de bâtiments traditionnels en bois rond représentant l'esprit d'un chantier de bûcherons des années 40, et les Palissades, site naturel permettant notamment la randonnée pédestre et l'escalade.

L'ancien pdg de la SEPAQ mise sur l'expertise de cet organisme : « La SEPAQ va être présente sur le comité d'implantation. Et je souhaite faire valoir son expérience à relever des entreprises de plein air », a-t-il ajouté.

Éco-Village a bénéficié de diverses subventions atteignant tout près de 1,7 million \$ au cours des premières années. Mais, en trois ans, il n'a pu atteindre la vitesse de croisière voulue. Si bien qu'une firme externe recommandait, au printemps, l'injection de 2,5 millions \$ sur trois ans pour rendre viable l'attrait touristique. De plus, à court de ressources financières, la Corporation d'Éco-Village a dû négocier avec ses créanciers à 80¢ par dollar le remboursement de quelques centaines de milliers de dollars. Le coup de pouce du gouvernement, à 1,2 million \$ sur deux ans, est toutefois final. La MRC de Charlevoix-Est consent également une aide de 75 000 \$.

MANDAT BÉNÉVOLE DE DEUX ANS



André Magny

« M. Magny a la tâche de trouver une direction générale, de revoir le plan d'affaires et du même coup les statuts de la Corporation, et d'élaborer un plan d'action », a expliqué Sébastien Gauthier, administrateur de la Corporation.

M. Magny, autrefois sous-ministre Loisir, Chasse et Pêche, a aussi dirigé la Société de la faune et des parcs du Québec, la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ) et la Fondation de la Faune du Québec. En tout, 25 ans d'expérience dans les domaines du loisir, de la faune, des parcs et dans le secteur des activités récréotouristiques que pourra utiliser gratuitement Éco-Village, puisque M. Magny a accepté bénévolement ce mandat de deux ans.

Trois nouveaux projets d'éoliennes en Gaspésie

FRANCIS VAILLES
La Presse

KW GASPÉ ET AXOR

La Gaspésie continue d'attirer les promoteurs d'énergie éolienne en quête d'emplacements venteux pour leurs projets. Trois entreprises viennent de déposer des lettres d'intérêt à Ressources naturelles Canada pour des éoliennes qui doivent être mises en service à l'automne 2003, 2004 et 2005.

Au total, les puissances électriques promises s'élèveraient à 137,5 MW, ce qui signifie des investissements possibles de plus de 200 millions \$. La lettre d'intérêt est la première étape d'un processus menant à l'obtention d'une subvention. Pendant 10 ans, le gouvernement fédéral accordera à certains producteurs entre 0,8 et 1,2 cent le kilowattheure d'énergie produite.

Les nouveaux parcs d'éoliennes proposés s'ajoutent à celui, plus avancé, de l'entreprise 3Ci sur les monts Copper et Miller, à Murdochville, en Gaspésie (108 MW et 160 MS).

INNERGEX

Parmi les projets nouvellement inscrits figure celui de l'entreprise Innergex II, de Longueuil. Les 7,5 MW promis pour septembre 2003 sont complémentaires au projet pilote de 2,25 MW en construction près de Rivière-au-Renard, en Gaspésie, a indiqué Michel Letellier, vice-président, finances, d'Innergex.

Le projet pilote du Groupement éolien québécois (GEQ) vise à adapter à nos conditions climatiques un modèle d'éolienne de 750 kW, mis au point par le fabricant français Jeumont Industrie. Le GEQ regroupe les entreprises Fabrication Delta, de Saint-Siméon, Groupe Ohmég, de Gaspé, ainsi que Hélimax Énergie et Lefebvre et Frères, de Montréal. « On serait derrière le GEQ et Jeumont pour développer une industrie de fabrication d'éoliennes au Québec. On espère que la politique d'achat d'énergie éolienne d'Hydro-Québec inclura un volet de contenu québécois », a dit M. Letellier.

La société en commandite KW Gaspé vient également de signifier son intérêt pour deux projets en Gaspésie, chacun d'une puissance installée de 10 MW. Les deux produiraient de l'électricité dès décembre 2003.

KW Gaspé a comme commandité les Industries Kenwind, une entreprise détenue par la société Énergie Le Nordais, elle-même propriété du Groupe Axor et de M&N Wind. Le Nordais est ce grand ensemble d'éoliennes (100 MW) lancées en 1998 et réparties entre Cap-Chat et Matane, en Gaspésie. Il est encore à ce jour le plus grand projet en activité au Canada.

Axor, principal actionnaire du Nordais, a un autre projet au Québec, cette fois de 50 MW, dont la mise en service est prévue en juin 2004.

HYDROMÉGA

Ressources naturelles Canada a également reçu des lettres d'intérêt d'un autre promoteur québécois : Hydroméga services. Cette entreprise cible trois emplacements en Gaspésie, qui produiraient, d'une part, 10 MW en octobre 2004 et, d'autre part, deux blocs de 50 MW en octobre 2005. « Les études sont en cours. Nous n'avons pas encore pris d'options d'achat sur les terrains », a précisé Jacky Cerceau, président de l'entreprise.

Hydroméga est propriétaire de la centrale hydroélectrique SM1 (30 MW), qui aménage la rivière Sainte-Marguerite, sur la Côte-Nord. Ses actionnaires Jacky Cerceau et Philip Lawee ont vendu il y a quelques années l'entreprise Développement Hydroméga.

Le taux d'efficacité des éoliennes n'est d'environ que 30 %, compte tenu de l'irrégularité des vents. Les divers projets en lice au Québec, qui totalisent 285,5 MW d'éoliennes, pourraient tout de même produire l'équivalent de la moitié de l'énergie de la centrale hydroélectrique Manic 1, si leurs promoteurs réussissent à les rentabiliser.



Le député de Gaspé, Guy Lelièvre, et le maire, Marc Minville, n'ont pas la même vision de l'action de la Fondation Rues principales à Murdochville.

MURDOCHVILLE

Fermer ou revitaliser?

Rues principales vient brouiller les cartes

NAOMIE BRIAND
Collaboration spéciale

■ MURDOCHVILLE — La Fondation Rues principales, qui est déjà intervenue dans une centaine de villes québécoises, transporte ses projets à Murdochville, malgré le climat de fermeture qui y règne depuis la fermeture de Fonderie Gaspé, en avril. Le maire Marc Minville ne veut pourtant rien savoir de cette démarche et somme ses concitoyens de voter en faveur de la fermeture définitive de Murdochville lors du référendum consultatif du 25 août.

La démarche de Rues principales consiste à revitaliser la rue centrale de Murdochville, la 5^e Rue, en partenariat avec la population. Déjà, une quinzaine de citoyens se sont réunis pour ébaucher un plan d'action à court terme, où il est question de favoriser une attitude positive, de mettre en place des mesures d'accueil pour les investisseurs potentiels, d'organiser des journées d'échanges entre les jeunes qui étudient à l'extérieur et les commerçants de Murdochville et de refaire une beauté à la rue principale. Une ressource à plein temps a été embauchée en juin pour coordonner le tout.

L'action de Rues principales coûtera 50 000 \$ pour la prochaine année. Le ministère des Régions est le principal bailleur de fonds (35 000 \$). Le CLD Côte-de-Gaspé, Noranda et la Chambre de commerce de Murdochville fourniront le reste.

« À Murdochville, on doit se serrer les coudes pour passer à travers de la crise actuelle », a affirmé le député de Gaspé, Guy Lelièvre, qui constate qu'asseoir la population autour d'un projet rassembleur ne sera pas une mince tâche. « Dans le contexte que vous vivez, nous ne sommes pas imperméables à votre douleur », a ajouté le coordonnateur de Rues principales, Jean-Yves Bernard.

« C'est pas des annonces d'emplois, c'est certain, a tenu à dire Sylvain Labelle, un des citoyens impliqués dans le projet Rues principales. Ce sont seulement des gens qui veulent travailler à changer des choses qui peuvent être changées dans l'immédiat. »

LE MAIRE EN DÉSACCORD

Le maire de Murdochville, Marc Minville, a été on ne peut plus clair lors de la conférence de presse : il est en total désaccord avec la démarche conjointe entreprise par la Chambre de commerce et la Fondation Rues principales. « Je trouve inadmissible que Rues principales s'amène ici en période référendaire. Je demande à mes concitoyens de se méfier de ces faiseurs de rêve. » Ces propos ont choqué les citoyens présents à la rencontre, dont le responsable du comité du NON pour le référendum consultatif du 25 août sur l'avenir de la municipalité. « Comment cette personne peut dire qu'elle parle de développement économique quand comme maire, elle demande la fermeture de la ville », s'est écrié Jean-Yves Bernatchez.

« Depuis 1998, mes efforts pour diversifier l'économie de Murdochville sont demeurés vains. Je demande donc aux citoyens de voter OUI au référendum, a ajouté Marc Minville. Si quelqu'un s'est battu auprès de la MRC et des gouvernements, c'est bien moi. Jusqu'au 30 novembre, j'y croyais (à la diversification économique). Je n'ai pas à avoir de reproches de personne. »

Le député Lelièvre a simplement mentionné en fin de rencontre que seul le gouvernement du Québec était autorisé à décréter la fermeture d'une ville. Rémy Trudel avait été très clair à ce sujet le 2 juillet lors d'une visite dans l'ancienne ville minière : il n'était pas question pour lui de fermer Murdochville avant d'avoir tenté une relance.

UNE RENTRÉE... PAS COMME LES AUTRES !

Panasonic 18635
Téléviseur Stéréo 27po
• Tube image Parallax
• Filtre peigne digital 3 lignes
• Entrée de signal vidéo composant
• 3 jeux de prises d'entrées a/v
549\$

SONY 33905 999\$
Caméscope Digital 8
• Zoom 700X + Link
• Super Night Shot à O Lux
• Logiciel et câble USB inclus

VEGA SONY 1999\$
Téléviseur 32po Stéréo
• Filtre peigne numérique 3D
• Image sur image à 2 synchronisateur
• Détection 101 choisissant automatiquement le rapport d'aspect correct 4:3 ou 16:9

SONY 2299\$
Téléviseur à projection 43po
• Filtre peigne numérique 3D
• Image sur image à 2 synchronisateur
• Convergence numérique Flash Focus
• Écran protecteur à contraste intégré

OLYMPUS 33295 799\$
Appareil photo numérique DC3020
• Résolution 3.2 MP
• Zoom 75X Digital

STAR CHOICE 99\$*
Système Route 305
• Installation professionnelle GRATUITE
• Garantie et entretien à vie GRATUITE de l'ensemble
• Révision et installation GRATUITE de vos accessoires
• Profitez jusqu'à 379 caméras audio et vidéo
• Offre de 2 satellites

KENWOOD 19065 399\$
Lecteur AM/FM/Laser/MP3
• Contrôle de chargeur
• Écran ACL avec couleur variable
• Facade détachable

Panasonic 22295 249\$
Lecteur DVD/CD/CDR/RW/MP3/WMA
• Balayage super haute vitesse
• Sortie vidéo composants séparées
• Sortie audio numérique

La clef de sol QUÉBEC: 840, BOUVIER 627-0840

d'activités

Activités sociales

École de danse Yvon Martel
Cours en groupe et sur mesure. 624-2007. 530 B, 63e Rue Est, Charlesbourg. Samedis dansants pour fervents. Membres ou autres, 20h à 1h, 6\$, 24 août, 7 et 21 sept., 12 et 26 oct, 9 et 23 nov., 7 déc. Salle communautaire. 195, de la Rivière, Loretteville. Loreyne et Yvon. 523-7251.

Agrotourisme

La table du Mesurier
Repas champêtre; spécialités : fine cuisine italienne, produits du terroir. À une heure de Québec, au cœur des Appalaches. 850, 13e Rang, St-Jacques de Leeds. Sur réservation : (418) 424-3753.

Théâtre et spectacle

Vie de chat - Comédie fantastique présentée par Les Productions à Tour de rôle
Au Théâtre La Moluque de Carleton, un endroit magique! Jusqu'au 17 août du mardi au samedi. Rabais: achetez 3 billets de même valeur et obtenez le 4e gratuitement (jeudi, vendredi et samedi). 22\$/adulte, 15\$/étudiant, 8\$/enfant, tarifs groupes et forfaits. Info: et rés.: 418-364-7151.

Vieux Clocher de Magog :
«Maxim Martin» dim.-jun. du 21 juil. au 19 août. «François Morency» mar. au sam. du 30 juil. au 31 août et ven.-sam. du 6 au 21 sept. 20h30. Rés. (819) 847-0470. 64, Merry N. Magog.

VIEUX CLOCHER DE SHERBROOKE : «Louis-José Houde» ven.-sam. du 9 août au 7 sept. 20h30. Rés. (819) 822-2102. Galt O. Sherbrooke.

Si vous désirez annoncer dans cette rubrique chaque jeudi, communiquez avec le Telemarketing au 686-3377 ou 1 800 318-3378, télécopieur: 686-3370 ou triskell@lesoleil.com

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'éditorial J.-JACQUES SAMSON
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

La guerre de Trente Ans

La guerre de Trente Ans dévasta l'Europe centrale dans la première demie du XVII^e siècle, fruit de l'inconscience des empereurs et roitelets de l'époque et d'une soldatesque hors de contrôle. Les images d'inondations qui nous arrivent cette semaine d'Allemagne, d'Autriche et de République tchèque nous démontrent hors de tout doute que la terre n'a pas besoin de soldats en goguette pour s'autodétruire : notre mode de vie s'en charge.

Les alertes au smog, rares encore, mais de plus en plus fréquentes chez nous, nous rappellent dans notre vie quotidienne les effets du réchauffement de la planète : enfants et personnes âgées à placer en sécurité, travailleurs à risque à surveiller, et ainsi de suite.

Les Nations unies ont publié hier, en prévision du Sommet sur l'environnement de Johannesburg, à la fin du mois, un rapport de 446 pages à mettre entre toutes les mains, et qui constate que la nature vit au rythme de guerres de Trente



Raymond Giroux

R.Giroux@lesoleil.com

Ans. Les phénomènes et catastrophes de cette année, lit-on dans *L'Avenir de l'environnement mondial*, s'expliquent au rythme des générations. Nous subissons ainsi les conséquences des choix de société des 30 dernières années, comme l'étalement urbain et le recours massif à l'automobile gobeuse d'essence sur notre continent.

Dans le même esprit, les décisions politiques et les priorités économiques de cette année n'auront d'impact positif sur l'environnement que dans une génération encore, et cela si nos dirigeants prennent les bonnes décisions.

Ces guerres de Trente Ans à répétition, dit l'étude onusienne, s'expliquent par le fait que même lorsqu'un système social change et se réoriente, « il faut beaucoup de temps avant que les systèmes naturels réagissent ». Aussi bien s'y faire, les changements climatiques en cours dureront, aux conséquences souvent imprévisibles. Des canicules canadiennes aux déluges européens en passant par le désormais célèbre El Niño ou ce nouveau phénomène qu'est le « nuage brun » de pollution qui recouvre le sud de l'Asie, de l'Afghanistan au Bangladesh, sur une hauteur de trois kilomètres, se répéteront des années encore.

Une centaine de chefs d'État et de gouvernement et environ 50 000 participants sont attendus à cette suite du Sommet de Rio de 1992. Mais aucun signe de vie, à ce jour, de l'Américain George W. Bush, principal pollueur de la planète et renégat du Protocole de Kyoto.

Toute solution globale passe par la participation de la première économie du monde. Et les Nations unies, cette fois, ne font preuve d'aucun dogmatisme et ne prétendent pas que le système capitaliste en soi pollue la planète.

Au contraire, le progrès économique a contribué à améliorer sensiblement la qualité de l'air dans des villes comme Tokyo, Mexico, Singapour et Séoul, tout comme il a fait disparaître les célèbres et mortels smogs de Londres.

« Nous avons maintenant la preuve que le progrès et la protection de l'environnement sont intimement liés », a dit cette semaine le secrétaire général du Sommet de Johannesburg, Nitin Desai.

Les politiques de développement durable ont permis d'améliorer la qualité d'exploitation des forêts et sensibilisé les pays à la création de plus en plus fréquente de réserves, de parcs et de sanctuaires naturels. Pas question de prôner un retour à l'âge de pierre, la nature ne demande pas cela.

Mais, 40 % de la population mondiale manque d'eau, proportion qui montera à 50 % d'ici 2025, 60 % des eaux d'irrigation sont perdues à cause de l'inefficacité des réseaux, trois millions de personnes meurent chaque année victimes de la pollution atmosphérique.

Chez les enfants, le nombre d'asthmatiques a été multiplié par quatre en 15 ans, un effet direct de la pollution de l'air aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, tandis que nul ne peut prévoir les effets économiques globaux de la baisse du niveau des eaux des Grands Lacs.

Des combats se gagnent, comme sur les pluies acides, la qualité de l'air ambiant, le recyclage, la protection de zones naturelles, les déchets dangereux, et ainsi de suite. Mais la guerre, elle, se poursuit.

Pas question de revenir à l'âge de pierre



CARREFOUR DES LECTEURS

Dépêchez-vous, M. Péladeau !

Adeptes d'Internet, pour ne pas dire accro, et très dépendant du câble, pour la télé et l'Internet haute vitesse avec Vidéotron, j'ai passé une bien mauvaise semaine. Je n'ai pas vu remonter la Bourse, ni vu de kamikazes tout foutre en l'air : enfants, mères, vieillards, etc., sans oublier l'autobus. J'ai forcément raté aussi plusieurs des quêtes (lire émissions tv) de l'été. Tout était noir, je devrais dire bleu, sur l'écran du téléviseur. Même pas de neige, M. Péladeau : bleu, rien que du bleu... durant au moins quatre jours.

Aucune météo pour me dire qu'il y aura de la neige dans mon téléviseur demain, aucun bulletin de nouvelles m'annonçant la fin de votre conflit : rien de triste, rien de gai. RIEN !

Une consolation cependant : vous allez me créditer 5 \$ sur la base de 1,25 \$ par jour sans service sur ma prochaine facture... Justement, parlons-en donc de ma prochaine facture : la dernière n'est même pas encore payée ! Pourquoi ? Parce que vous m'avez habitué à vous payer par Internet. En plus de vous payer ma facture, je vous paye pour vous payer en réglant mon compte par Internet. Mais cette fois, vous m'avez enlevé le moyen de vous payer en me privant de votre service haute vitesse. (En passant, quand il fonctionne, votre service est excellent !) Comment faire, alors ?

En tant que client fidèle et honnête, je vais vous payer, M. Péladeau, ne soyez pas inquiet. Mais, si vous ne mettez pas fin à votre conflit rapidement, je n'aurai pas le choix de vous payer avec un autre fournisseur Internet cette fois. Et vous savez ? Quand on change de fournisseur, c'est pour longtemps.

Claude Turgeon
 Saint-Romuald

Coup d'État à Ottawa ?

Avec tout ce qui se passe actuellement à propos du leadership au sein du Parti libéral à Ottawa, parti qui, faut-il le rappeler, forme le gouvernement légitimement en place, il y a lieu de se demander si Paul Martin n'est pas actuellement à organiser ce qui serait pourtant à juste titre qualifié, dans d'autres pays, de « coup d'État » pour renverser un premier ministre démocratiquement élu pour un troisième mandat par la population canadienne et cela, il y a moins de deux ans !

Si Jean Chrétien n'était, honnêtement,

plus en état de gouverner à cause de son état d'esprit, s'il avait des problèmes qui le rendaient inapte à prendre les décisions qui s'imposent pour le mieux-être de la population ou autres situations du même genre, on pourrait comprendre. Mais la campagne menée par Paul Martin et d'autres députés libéraux pour chasser le premier ministre, sous le leadership duquel ils avaient pourtant accepté de se faire élire il y a quelques mois, ne s'explique que par le désir de son « loyal » ministre des Finances de remplacer le patron avant qu'il ne soit lui-même perçu comme trop vieux lors de la prochaine course au leadership qui aurait normalement eu lieu dans deux ou trois ans. Pas fort comme raison d'État !

L'ensemble des députés libéraux fédéraux et des membres de cette formation politique devraient s'insurger contre cette façon de faire de cet ambitieux afin d'empêcher la réalisation de ce dangereux précédent. Il en va de l'existence même de la démocratie canadienne.

Paul Côté
 Trois-Rivières

Merci au ministère de l'Agriculture

Dans l'édition du SOLEIL du samedi 10 août, j'ai eu le plaisir de lire un reportage très gentil sur mon entreprise et moi, dû à la plume élégante de madame Anne Desjardins.

J'aimerais toutefois apporter deux rectifications à ce qu'a écrit madame Desjardins. La première est sur la « charge » que j'aurais lancée aux fonctionnaires du ministère de l'Agriculture concernant le financement des petites entreprises « hors normes » comme la mienne. Ceux que j'avais visés et nommés dans mon petit discours étaient bien sûr les fonctionnaires des institutions financières et des organismes de développement régional, comme le Mouvement Desjardins, le Crédit agricole, les CLD et autres SADC qui fonctionnent sur des normes n'ayant rien à voir avec l'imagination, la créativité et la détermination des petits producteurs attachés à servir la gastronomie québécoise.

Seul le ministère de l'Agriculture du Québec apporte un soutien constant et enthousiaste à nos projets, il lui reste peut-être à mettre la nouvelle « Financière agricole » au parfum ! La deuxième rectification concerne mon épouse ; que mes amis ne s'affolent

pas, c'est bien la même depuis 40 ans et son nom est Catherine !

Jean Leblond
 Le Jardin des chefs inc.
 Les Éboulements

Pertinence d'un débat sur les traités

Le débat sur les propos tenus par le député bloquiste Ghislain Lebel semble orienté sur un axe simple : la forme et le fond. De nombreux semblent s'entendre sur la critique, mais pas sur les propos de l'accusation. Je crois que les propos étaient déplacés, mais qu'un débat public sur la question des traités territoriaux avec les autochtones est pertinent. Le coup d'éclat du député Lebel, pour l'instant, a bien peu fait avancer le débat dans ce dossier.

Ceci dit, une question importante se cache derrière toute cette affaire : est-ce qu'un député bloquiste peut critiquer le Parti québécois ? Le chef du Bloc a-t-il fait de démettre le député Lebel de ses fonctions au sein du parti. Était-ce pour la forme ou pour le fond ? Alors que la discipline de parti muselle déjà assez les députés, il serait grave de voir les députés d'un parti fédéral ne pas oser critiquer un parti provincial, de peur d'aider l'opposition provinciale !

Il faut dire que d'habitude, lorsque quelqu'un du fédéral critique le provincial, on s'empresse de faire passer ça sous l'étiquette de la vieille guerre de tranchées entre les libéraux fédéraux et le Parti québécois, si bien qu'on passe à côté du débat. En vérité, on a d'autant plus besoin de la critique constructive du Bloc sur les politiques du gouvernement Landry, puisque celles-ci amèneront un débat directement sur la question, sans avoir à parler de souveraineté au passage. Mais encore faudrait-il que les députés du Bloc aient le courage de le faire sans demander de permission et le fassent d'une forme correcte.

Charles Cauchon
 Québec

VOUS POUVEZ FAIRE PARVENIR vos lettres à l'adresse suivante :

Carrefour des lecteurs

Journal LE SOLEIL

925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547

Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.

Adresse électronique : opinion@lesoleil.com

Projet de société et souveraineté

Normand Breault

L'auteur est de Montréal

Dans son récent éloge à Louis Laberge, grand chef syndical et illustre citoyen québécois, le premier ministre Landry a rappelé que le capitalisme créait de la richesse, mais n'était pas doué pour répartir cette dernière. Cette tâche essentielle de répartition, poursuivait-il, est assurée par les syndicats et le gouvernement — auxquels j'ajouterais bien les groupes populaires.

Afin de jouer adéquatement son rôle de distributeur de la richesse, tout gouvernement édite et fait respecter des lois et des programmes qui favorisent, dans les faits, un partage qui vise à réduire les écarts et à assurer à chacune et à chacun le minimum de « développement humain ». Dans ce

cadre, les impôts prélevés par l'État n'ont pas nécessairement à être les plus bas possible, mais obligatoirement les mieux administrés possible.

Au Québec, actuellement, une vague semble porter beaucoup de gens vers Mario Dumont et son programme de privatisation et de libre circulation des biens : réduction et uniformisation des impôts, présence de plus en plus grande du privé dans les soins de santé, allocations aux parents appelés à choisir la meilleure école pour leurs enfants, etc.

Monsieur Landry se doit de ne pas prêter d'oreille trop attentive à l'un ou l'autre de ses lieutenants désireux d'aller grappiller un peu de la popularité de ce « jeune vieux politicien »

au détriment de l'option sociale-démocrate du PQ. Ce que le gouvernement en place doit faire, c'est revenir — et sérieusement — à cette option, en fidélité à ses origines. Une des façons concrètes d'incarner cette fidélité consistera, dans les prochains mois, à faire voter, en l'améliorant, le projet de loi sur l'abolition de la pauvreté récemment, en réponse aux patientes et persévérantes pressions de groupes populaires de partout sur le territoire québécois.

Loin de ne plus écouter les syndicats et les groupes populaires, le gouvernement du Parti québécois se doit, dans cette toute dernière étape de son mandat, de démontrer à quel point il est sérieux dans sa volonté de favoriser le partage de la richesse et l'accès universel aux services essentiels : soins de santé, éducation, aide juridique, services sociaux.

La montée de l'ADQ et de son programme a au moins le mérite de mettre les Québécois devant des choix sérieux de société et, au cours des prochains mois, de prendre parti pour l'ADQ, qui accuse le PQ de diriger « à la soviétique » et propose de gouverner à la Bush, ou pour le PQ, résolument réorienté vers le service d'une société plus juste, à l'intérieur de laquelle chacun peut apporter sa contribution et profiter de la richesse collective.

Quant à moi — et je ne suis pas le seul —, j'opèrerais pour un gouvernement qui va concrètement maintenir et améliorer les services médicaux et hospitaliers gratuits, l'accès universel à l'éducation et tous ces programmes sociaux qui font qu'à Québec on est encore dans une société de partage, société constamment menacée par les ténors du néolibéralisme et leur message mensonger liant la répartition de la richesse à la libéralisation absolue du marché de toutes les contraintes fiscales et autres.

Une redécouverte de sa dimension sociale-démocrate et une volonté sans équivoque de s'y tenir pourraient revivifier les relations entre le gouvernement péquiste et le milieu des syndicats et des groupes populaires, rapprochement qui pourra, le cas échéant, fortement appuyer l'avenir souverain du Québec, option qui ne demande qu'à être mieux arrimée à un projet de société plus égalitaire.

Les Québécois devant des choix sérieux

Expo Tanguay

36

versements
sans frais, sans intérêt

SIMMONS Matelas Influence

• RESSORTS ENSACHÉS • Matelas sans rotation
• Garantie de 10 ans, 100 %

	\$ courant	\$ SPÉCIAL	36 VERSEMENTS
39 po	739 ⁹⁹	549 ⁹⁹	15 ²⁷
54 po	899 ⁹⁹	649 ⁹⁹	18 ⁰⁵
60 po	959 ⁹⁹	679 ⁹⁹	18 ⁰⁰
78 po	1319 ⁹⁹	999 ⁹⁹	27 ⁷⁰



33⁸⁹
par mois
1219⁹⁹

Ensemble matelas et sommier
899⁹⁹
60 po
25⁰⁰ par mois
Courant: 1289⁹⁹

Rabais
de 390\$



RIVE SUD
Mobilier de chambre
7 mcx



Buffet
et vaissellier
50⁰⁰
par mois 1799⁹⁹



Desserte
21⁶⁶
par mois 779⁹⁹

37⁵⁰
par mois
1349⁹⁹

HAMILTON & SPILL
Salle à manger
Table et 4 chaises



15²⁷
par mois
549⁹⁹

Causeuse

RODI



Sofa

18⁸⁸
par mois
679⁹⁹



TANGUAY

www.tanguay.ca

LIVRAISON ET SERVICE GRATUITS À LA GRANDEUR DE LA PROVINCE

LES SAULES
4875, boul. de l'Ornière
1 800 563-4411 • (418) 871-4411

BEAUPORT
535, boul. Sainte-Anne
1 800 563-6282 • (418) 667-6282

LÉVIS
5720, boul. Étienne-Dallaire (angle Kennedy)
1 800 563-4511 • (418) 833-4511

TROIS-RIVIÈRES
2200, boul. des Récollets
1 800 465-2200 • (819) 373-1111

RIMOUSKI
822, boul. Sainte-Anne, Route 132
1 800 463-4411 • (418) 725-4411

CHICOUTIMI
1990, boul. Talbot
1 800 363-4711 • (418) 698-4411

RIVIÈRE-DU-LOUP
245, Hôtel-de-Ville
1 800 510-4711 • (418) 867-4711

SAINT-GEORGES-DE-BEAUCÉ
8955, boul. Lacroix
1 877 295-4411 • (418) 226-4411

* Sous réserve de l'approbation du service de crédit, ne payez que les taxes de vente. Cartes de crédit acceptées.